



# GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

## MINISTÈRE D'ÉTAT

# BULLETIN D'INFORMATION

Service « Information et Presse », 18, rue Aldringer, Luxembourg

N° 4/5 (4<sup>me</sup> année)

Luxembourg, le 31 mai 1948

## Mémorial (mois d'avril)

### Ministère des Finances.

Un arrêté ministériel du 27 mars 1948 ordonne la publication de l'accord du 25 mars 1948 relatif au statut fiscal des travailleurs frontaliers de nationalité luxembourgeoise ou belge. — Le « Mémorial » du 8 avril 1948 publie le texte de cet accord.

Une instruction ministérielle du 17 mars 1948 rend disponibles les comptes bloqués qui ne dépassent pas 2.000,— francs.

Un arrêté ministériel du 9 avril 1948 modifie l'arrêté ministériel du 12 mars concernant le paiement en valeurs du Trésor de l'impôt extraordinaire sur les bénéfices de guerre et de l'impôt extraordinaire sur le capital (calcul de l'escompte en cas de libération anticipée).

Par avis du 10 avril 1948, le Ministère des Finances informe les porteurs d'obligations de l'emprunt 5 % 1932 libellé en florins que le Gouvernement luxembourgeois appelle au remboursement anticipé pour le 1<sup>er</sup> août 1948 la totalité des obligations de cet emprunt. Une offre de conversion sera faite un mois avant la date du remboursement.

Un arrêté ministériel du 14 avril 1948 a pour objet une nouvelle fixation de la clef de

répartition de l'impôt commercial pour les communes d'Esch-sur-Alzette et de Schifflange.

### Ministère des Affaires Etrangères.

Un arrêté grand-ducal du 25 mars 1948 règle le transit des matières premières et des marchandises.

Un arrêté grand-ducal du 1<sup>er</sup> avril 1948 a pour objet une nouvelle fixation du droit de chancellerie à percevoir lors de l'établissement des licences d'importation, d'exportation et de transit.

\*

### Ministère de l'Education Nationale.

Le « Mémorial » du 19 avril 1948 publie le relevé des bourses d'études qui sont vacantes depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1947.

\*

### Ministère d'Etat.

Un arrêté ministériel du 17 avril 1948, se basant sur le résultat du dénombrement de la population opéré à la date du 31 décembre 1947, fixe le nombre des députés à 52.

## SOMMAIRE:

	Page
1) Mémorial (mois d'avril) . . . . .	41
2) Mémorial (mois de mai) . . . . .	42
2) Chambre des Députés (mois d'avril) . . . . .	43
4) Chambre des Députés (mois de mai) . . . . .	43
5) L'Europe Unie . . . . .	44
6) Le Luxembourg abandonne sa neutralité . . . . .	45
7) Revision de la Constitution . . . . .	49
8) Ratification du Pacte de Bruxelles . . . . .	51
9) Aperçu succinct du régime de prévoyance sociale au Grand-Duché de Luxembourg . . . . .	53
10) Le problème des réparations allemandes . . . . .	58
11) Principaux résultats du recensement de la population du 31 décembre 1947 . . . . .	61
12) Accord culturel belgo-luxembourgeois . . . . .	63

	Page
13) Exposition de Peinture Hollandaise à Luxembourg . . . . .	64
14) La Loterie Nationale Luxembourgeoise . . . . .	65
15) Conférences internationales . . . . .	66
16) Nouvelles diverses . . . . .	67
17) Foire Exposition nationale et internationale de Luxembourg . . . . .	68
18) Etudes Economiques: Le Revenu National du Grand-Duché de Luxembourg, 2 <sup>e</sup> partie (suite) . . . . .	69
19) Dans la Presse Luxembourgeoise . . . . .	81
20) Nouvelles de la Cour . . . . .	81
21) Le Mois à Luxembourg (mois d'avril) . . . . .	81
22) Le Mois à Luxembourg (mois de mai) . . . . .	82

Un arrêté ministériel du même jour convoque pour le 6 juin 1948 les collèges électoraux de la première circonscription qui comprend les cantons de Capellen et d'Esch-sur-Alzette et les collèges électoraux de la deuxième circonscription qui comprend les cantons d'Echternach, de Grevenmacher et de Remich.

La disposition du 28 avril 1948 modifie l'article 1<sup>er</sup> de la Constitution luxembourgeoise (Révision de la Constitution).

\*

#### **Ministère de l'Intérieur.**

Un arrêté grand-ducal du 28 avril 1948 a pour objet le renouvellement des collèges des syndicats et l'adjudication du droit de chasse.

Un arrêté ministériel du 2 mars 1948 règle la répartition du fonds communal pour les années 1944 à 1947.

Un arrêté ministériel du même jour règle la répartition du supplément du fonds communal pour les exercices 1944 à 1947.

Le « Mémorial » du 19 avril 1948 publie les comptes du fonds des dépenses communales pour les exercices 1944, 1945 et 1946.

Un arrêté ministériel du 19 avril 1947, se basant sur le résultat du dénombrement de la population opéré à la date du 31 décembre 1947, détermine le nombre des conseillers communaux à élire pour chaque commune et section de commune.

Un arrêté ministériel édicte les mesures à prendre contre l'invasion et la propagation du bostryche.

\*

#### **Ministère de la Justice.**

La loi du 2 avril 1948 modifie l'article 148 bis de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (reprise par l'Etat).

Une autre loi du même jour modifie les articles 8 et 9 du Code Pénal (peine capitale).

\*

#### **Ministère de la Santé Publique.**

Un arrêté ministériel du 12 avril 1948 règle

la présentation des candidats pour le renouvellement du Collège Médical.

Un arrêté ministériel du 22 mars 1948 ordonne la publication du Rapport que M. le Directeur de la Santé Publique a fait sur la situation sanitaire du Grand-Duché de Luxembourg. Ce rapport est publié à l'annexe 3 du « Mémorial » du 21 avril 1948.

\*

#### **Ministère des Transports.**

La loi du 25 mars 1948 a pour objet: 1<sup>o</sup> l'assainissement des Chemins de Fer Luxembourgeois et 2<sup>o</sup> l'allocation de suppléments de rémunération aux agents et retraités des C.F.L.

La loi du 25 mars 1948 autorise le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg à adhérer à la Convention relative à l'Aviation Civile Internationale et à l'Accord relatif au Transit des Services Aériens Internationaux, établis le 7 décembre 1944 par la Conférence Internationale de l'Aviation Civile réunie à Chicago. — Le « Mémorial » du 14 avril 1948 publie le texte anglais et français de cette Convention et le texte anglais et français de cet Accord.

\*

#### **Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale.**

Un arrêté grand-ducal du 25 mars 1948 abroge les dispositions introduites par l'occupant en ce qui concerne le concours d'une pension en ce employé privé avec une rente d'accident.

Un arrêté grand-ducal du même jour a pour objet une nouvelle fixation de la cotisation pour l'assurance-maladie des créditeurs de la Caisse de Pension des Employés Privés et de la Caisse de Retraite des Ouvriers Mineurs et Métallurgistes.

Un autre arrêté grand-ducal du même jour a pour objet une nouvelle fixation de la cotisation pour l'assurance-maladie des créditeurs de l'Etablissement d'Assurance contre la Vieillesse et l'Invalidité.

Un arrêté ministériel du 16 avril 1948 institue une commission sociale permanente, en détermine la mission et en nomme les membres.

## **Mémorial (mois de mai)**

#### **Ministère des Finances.**

Une instruction ministérielle du 27 avril 1948 rend disponibles les comptes bloqués qui ne dépassent pas 3.000,— francs.

Un arrêté grand-ducal du 8 mai 1948 modifie le régime des cabarets.

Un arrêté ministériel du 19 mai 1948 fixe les annuités consacrées au paiement des intérêts et à l'amortissement des obligations libellées en dollars U.S.A. et en livres sterling émises en vertu de l'arrêté ministériel du 11 février 1947.

La loi du 28 mai 1948 a pour objet un remaniement de certains taux de l'impôt sur le revenu.

\*

#### **Ministère des Affaires Etrangères.**

La loi du 14 mai 1948 approuve le Traité entre la Belgique, la France, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, signé à Bruxelles, le 17 mars 1948. — Le « Mémorial » du 19 mai 1948 publie le texte de ce traité.

### Ministère d'Etat.

Le « Mémorial » du 10 mai 1948 reproduit les modifications qui ont été apportées aux articles 10, 29, 34, 43, 44, 53, 60, 72 et 75 de la Constitution luxembourgeoise (Revision de la Constitution).

Le « Mémorial » du 19 mai 1948 reproduit les modifications qui ont été apportées aux articles 52 et 54 de la Constitution luxembourgeoise (Revision de la Constitution).

Le « Mémorial » du 29 mai 1948 reproduit les modifications qui ont été apportées aux articles 11 et 23 de la Constitution luxembourgeoise (Revision de la Constitution).

La loi du 19 mai 1948 abroge l'arrêté grand-ducal du 5 octobre 1945 et modifie l'article 110, alinéa final, de la loi électorale.

La loi du 21 mai 1948 a pour objet la revision générale des traitements des fonctionnaires et employés et l'allocation de suppléments de pensions aux retraités de l'Etat.

La loi du 19 mai 1948 porte modification de l'article 97, alinéa premier, de la loi électorale du 31 juillet 1924.

\*

### Ministère de l'Intérieur.

La loi du 19 mai 1948 prévoit les mesures à prendre contre l'invasion et la propagation du bostryche.

\*

### Ministère de la Justice.

Un arrêté grand-ducal du 21 avril 1948 modifie les arrêtés grand-ducaux des 22 avril 1941, 13 juillet 1944 et 14 mars 1945, déterminant l'effet des mesures prises par l'ennemi.

\*

### Ministère du Travail

Un arrêté ministériel du 26 avril 1948 approuve l'arrangement qui a été conclu à la date du 6 avril 1948 entre les Gouvernements italien et luxembourgeois au sujet du recrutement de travailleurs agricoles en Italie. — Le « Mémorial » du 7 mai 1948 publie le texte de cet arrangement.

## Chambre des Députés (mois d'avril)

13 avril: Réunion de la commission spéciale du projet de loi portant revision de la Constitution.

14 avril: 24<sup>e</sup> séance publique. — Projet de loi portant revision de la Constitution. Exposé de M. le Ministre des Affaires Etrangères. Rapport de la commission spéciale et discussion générale.

15 avril: 25<sup>e</sup> séance publique. — Projet de loi portant revision de la Constitution. Discussion et vote sur certains articles.

20 avril: Réunion de la commission spéciale du projet de loi concernant l'indemnisation des dommages de guerre.

21 avril: Séance des sections réunies de la Chambre des Députés.

Réunion de la Commission des Affaires Etrangères.

22 avril: 26<sup>e</sup> séance publique. — Projet de loi portant revision de la Constitution.

26 avril: Réunion de la Commission des Affaires Etrangères.

27 avril: 27<sup>e</sup> séance publique. — Projet de loi portant revision de la Constitution. Discussions et votes.

28 avril: Réunion des trois sections de la Chambre, d'une section centrale, de la Commission du Travail et de la commission spéciale concernant l'indemnisation des dommages de guerre.

29 avril: 28<sup>e</sup> séance publique. — Projet de loi portant approbation du Traité entre la Belgique, la France, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, signé à Bruxelles, le 17 mars 1948. — Interpellation de MM. les députés Victor Abens et Georges Wagner au sujet de la suppression du chemin de fer à voie étroite Diekirch-Vianden.

## Chambre des Députés (mois de mai)

4 mai: 29<sup>e</sup> séance publique. — Interpellation de MM. les députés Victor Abens et Georges Wagner au sujet de la suppression du chemin de fer à voie étroite Diekirch-Vianden. Vote sur la motion. — Motions de la revision constitutionnelle du Parti Ouvrier socialiste.

Réunion de la section centrale du projet de loi portant revision générale des traitements des fonctionnaires et employés et allocation de suppléments de pensions aux retraités de l'Etat.

5 mai: Réunions de trois sections de la Chambre, d'une section centrale et des sections réunies de la Chambre.

7 mai: Réunion d'une section centrale.

10 mai: Réunion d'une section centrale.

11 mai: 30<sup>e</sup> séance publique. — Projet de loi portant revision générale des traitements des fonctionnaires et employés et allocation de suppléments de pensions aux retraités de l'Etat. Rapport de la section centrale. Discussion générale.

Réunions de la Commission du Travail, d'une section centrale et de la 2<sup>e</sup> section de la Chambre.

12 mai: 31<sup>e</sup> séance publique. — Proposition tendant à modifier l'article 13 du règlement de la Chambre. — Projet de loi portant revision des traitements des fonctionnaires et employés de l'Etat et allocation de suppléments de pensions aux retraités de l'Etat. Continuation des discussions et vote. — Réglementation des travaux parlementaires. — Proposition tendant à modifier l'article 13 du règlement de la Chambre. Décision: renvoi aux sections.

Réunions d'une section centrale et de la Commission du Travail.

13 mai: 32<sup>e</sup> séance publique. — Projet de loi concernant les mesures à prendre contre l'invasion et la propagation du bostryche. Rap-

port de la section centrale. Lecture des articles. Vote sur l'ensemble par appel nominal et dispense du second vote. — Projet de loi portant abrogation de l'arrêté grand-ducal du 5 octobre 1945 et modification de l'article 110, alinéa final, de la loi électorale. Discussion générale. Lecture des articles. Vote par appel nominal et dispense du second vote. — Second vote des articles 11, 23 et 51 révisés de la Constitution. Rapport de la commission spéciale. Vote sur chacun des trois articles et dispense du second vote. — Proposition de loi portant modification de l'article 97, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 31 juillet 1924. Rapport de la commission spéciale. Lecture de l'article unique. Vote par appel nominal et dispense du second vote. — Proposition tendant à modifier l'article 13 du règlement de la Chambre. Rapport de la commission spéciale. Adoption de la proposition par un vote par appel nominal.

14 mai: 33<sup>e</sup> séance publique. — Projet de loi décrétant des allègements en matière d'impôt sur le revenu et de retenue d'impôt sur les traitements et salaires. (Projet de loi tendant au remaniement de certains taux de l'impôt sur le revenu.) Rapport de la section centrale, discussion générale, exposé du Ministre des Finances, lecture des articles, vote sur l'ensemble par appel nominal avec dispense du second vote constitutionnel.

Réunion du Bureau de la Chambre et d'une section centrale.

## L'Europe Unie

*Dans le cadre d'une série de conférences sur le sujet "L'Europe Unie" qui sont faites actuellement par des personnalités distinguées de tous les pays européens et qui sont diffusées par Radio Luxembourg, Monsieur Pierre Dupong, Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, a fait la conférence suivante le dimanche, 11 avril.*

Vingt siècles durant, l'Europe a marché en tête du progrès humain.

Pendant deux mille ans, les peuples d'Europe ont dominé le monde par leur civilisation matérielle supérieure.

Bénéficiaire des bienfaits de la religion chrétienne, l'Europe a possédé la supériorité spirituelle et culturelle aussi.

Aujourd'hui, l'Europe décline. La déchéance a commencé avec la guerre de 1914 à 1918. La deuxième guerre mondiale a accentué ce développement.

Les peuples d'Europe eux-mêmes sont responsables de leur course à l'abîme. Leur désunion en est la cause.

Il est nécessaire et possible que les Européens s'arrêtent dans cette marche vers le fond.

Les ruines matérielles et morales qui se répandent sous nos yeux, suites à nos rivalités, montrent avec une clarté aveuglante la nécessité de changer de méthode.

C'est en supprimant la cause de nos malheurs, la désunion, que, pour le plus grand bien de tous, nous ouvrirons la voie à un retour des choses.

Le moyen d'y parvenir est la persuasion. L'Europe n'a qu'à vouloir et elle réussira à se redresser. Tous les facteurs qui, dans le passé, ont fait la grandeur de l'Europe, se trouvent aujourd'hui à pied d'œuvre. Ce sont les avantages dont la Nature a doté le continent européen. C'est l'homme européen avec ses qualités qui le distinguent. C'est l'héritage de la civilisation chrétienne, moteur du dynamisme européen.

Le continent européen possède une supériorité au point de départ par sa position géographique, la configuration et l'étendue de ses côtes, ses ports, son climat tempéré, les richesses naturelles de son sol.

Par sa vigueur physique autant que par son intelligence, la race blanche qui habite l'Europe



rivalise avec succès avec les autres races de l'espèce humaine.

La civilisation chrétienne, plaçant l'homme au sommet des valeurs terrestres et au centre de nos préoccupations, a joué et continue à jouer parmi les Européens le rôle de levain qui développe au maximum les qualités naturelles de l'humanité.

C'est en remettant harmonieusement en valeur ces facteurs qu'on assurera à l'Europe un nouveau départ vers les sommets.

Le spectacle effarant des désastres européens dans le présent, la vision terrifiante des menaces qui barrent l'horizon de l'avenir ont déterminé des hommes clairvoyants à conjuguer leurs efforts pour entreprendre cette œuvre de salut européen. Les noms de Coudenhove-Kalergi, Paul van Zeeland, Winston Churchill et d'autres qui figurent en tête du mouvement pour l'unification de l'Europe sont en eux-mêmes un programme. Avec les membres des organisations qu'ils président, ces chefs du mouvement se réuniront à La Haye au cours du mois de mai prochain dans le but de coordonner leurs efforts.

Parlant de ce problème, je l'envisage en premier lieu de notre point de vue national. Le Luxembourg est une collectivité politique indépendante. Juridiquement, cette indépendance est complète. Pratiquement, elle est très limitée. Nous dépendons des autres pays dans le domaine spirituel autant que sur le terrain des besoins

matériels. Faute d'obtenir des autres le complément de ce qui lui manque, notre nation serait condamnée à mourir par inanition. Ce qui est vrai pour le petit Luxembourg, l'est également à un degré plus ou moins prononcé de tous les autres. Le moyen de sortir de cette situation est de conclure entre pays complémentaires des arrangements, des traités, des unions. Faute d'un de ces moyens pacifiques pour assurer leur viabilité réciproque, les pays acculés sont poussés vers l'usage de la violence. Dans le passé, les pays d'Europe ont usé et abusé de ce moyen extrême. Ils savent donc par expérience ce que vaut le moyen. Deux guerres meurtrières en moins de trente ans l'ont appris aux plus aveuglés. La guerre n'a résolu aucun problème. Elle les a aggravés au contraire. Vainqueurs et vaincus en souffrent également. La déchéance d'un pays se répercute sur ses voisins. C'est que les nations européennes sont unies par une solidarité naturelle.

La question est posée. Les peuples d'Europe tireront-ils la conséquence de leur expérience en organisant dans l'union et la paix la solidarité européenne? Les pays de Benelux, par l'exemple de leur union, donnent une réponse affirmative. Le pacte à cinq qui réunit les pays de Benelux, l'Angleterre et la France, a considérablement étendu les limites de cette union.

Plût à Dieu que s'y joignent bientôt, sous une forme ou sous une autre, tous les pays européens qui partagent le même idéal.

## Le Luxembourg abandonne sa neutralité

Discours de Monsieur BECH, Ministre des Affaires Etrangères

Messieurs,

Les assises du statut de neutralité du Grand-Duché se trouvent dans le Traité de Londres du 11 mai 1867 et dans notre Charte constitutionnelle de 1868.

L'art. 2 du Traité de Londres déclare que:

« Le Grand-Duché de Luxembourg formera désormais un Etat perpétuellement neutre. Il sera tenu d'observer cette même neutralité envers les autres Etats.

« Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à respecter le principe stipulé par le présent article. Le principe est et demeure placé sous la sanction de la garantie collective des Puissances signataires du présent Traité. »

L'art. 1<sup>er</sup> de notre Constitution stipule de son côté que « le Grand-Duché forme un Etat indépendant, inaliénable et perpétuellement neutre ».

Le premier de ces textes consacre notre neutralité sur le plan et en droit international. En inscrivant cette neutralité dans l'art. 1<sup>er</sup> de notre loi fondamentale, les constituants de 1868 en ont fait un principe de notre droit interne.

C'est ce texte et ce principe que le Gouvernement demande à la Chambre de biffer et de

raier de notre Constitution. En attendant de les développer plus amplement, voici brièvement résumées les raisons qui ont déterminé le Gouvernement à faire cette proposition.

Le Traité de Londres, en tant qu'il concerne notre neutralité, est caduc avec toutes les conséquences qui en découlaient pour les parties contractantes sur le plan international. Délivré des obligations internationales que la neutralisation avait imposées au pays, celui-ci, pour la première fois, au cours de son histoire, est maître et libre de décider, en toute souveraineté, de sa politique étrangère. Cette liberté d'action se heurte cependant, en droit interne, au texte de la disposition de l'art. 1<sup>er</sup> de la Constitution qui décrète que le Grand-Duché est un Etat perpétuellement neutre. Bien qu'en fait le législateur luxembourgeois ait depuis la fin de la première guerre mondiale à plusieurs reprises enfreint cette disposition, il n'en est pas moins vrai que, si elle était maintenue, elle continuerait, comme cela a été le cas depuis l'entrée du pays à la Société des Nations, à constituer une équivoque et une gêne juridique de nature à entraver l'action du Gouvernement et du Parlement dans leur politique internationale et à compromettre ainsi, le cas échéant, les intérêts majeurs du pays.

Il y a donc lieu de faire disparaître ce texte de notre Constitution.

La radiation de l'art. 1<sup>er</sup> des mots « perpétuellement neutre » fera donc tomber la dernière entrave qui s'oppose à la liberté d'action en politique étrangère du Parlement et du Gouvernement. Le vote affirmatif du Parlement ne décidera pas du maintien ou de l'abandon de notre politique de neutralité. Il permettra simplement au pays de choisir désormais librement entre une politique de neutralité et toute autre attitude dans les relations avec les autres pays.

Je dis que le Traité de Londres est caduc et j'en apporte les preuves. Elles se trouvent développées de façon magistrale dans l'étude sur notre statut de neutralité que j'ai demandée à l'éminent professeur de droit international, M. Henri Rolin, étude qui est versée au dossier de ce débat, de même que dans le rapport de votre commission spéciale et dans l'avis du Conseil d'Etat.

La caducité du Traité de Londres, Messieurs, n'est pas le résultat d'un acte qui aurait d'emblée et en toute forme abrogé notre statut de neutralité, mais l'aboutissement du concours de toute une série de faits, les uns précis, les autres plus difficiles à déterminer. Cela a été le cas pour plus d'un Traité international. En droit civil, les causes de cessation des contrats sont rigidelement déterminées. Il ne faut pas vouloir transposer cette manière de voir dans le droit international qui est sur ce point encore mouvant et vague et qui permet de tenir compte de toute la contexture historique dans laquelle est placé un Traité pour juger de ses effets et de sa caducité.

En passant en revue les faits qui ont abouti à la caducité du Traité de Londres, je ne me livrerai à aucune controverse juridique. Vous savez que depuis sa naissance en 67 notre statut de neutralité désarmée placée sous la garantie collective des puissances a donné lieu à d'innombrables publications.

Si intéressantes qu'elles puissent être du point de vue du droit international, elles sont aujourd'hui du domaine purement académique en présence du fait brutal et capital qu'à l'heure actuelle aucune des puissances contractantes garantes de notre neutralité ne se considère plus liée par sa signature posée en bas du Traité de Londres il y a près d'un siècle.

Au lendemain déjà du 11 mai 1867, le Premier Ministre et le Ministre des Affaires Etrangères de Grande-Bretagne ont interprété et décrit l'obligation de garantie collective, qui est la base et la condition sine qua non de notre statut de neutralité, comme une simple obligation morale et comme une hypothèse qui jamais ne pourrait se réaliser. Que cette interprétation, qui enlevait toute sa valeur à la signature de la Grande-Bretagne, en bas du Traité, ait été contestée en droit et qu'elle n'ait jamais été admise par les Gouvernements luxembourgeois successeurs, ne change rien au fait que la Grande-Bretagne n'a jamais dévié, depuis, de cette attitude.

En 1914 — je procède chronologiquement —, deux autres signataires du Traité, l'Allemagne et l'Autriche, ont violé la neutralité du Grand-Duché, qualifiant le Traité de Londres de chiffon de papier.

Lors de la révolution de 1917, la Russie a répudié en bloc toutes les obligations découlant pour elle de Traités internationaux conclus par le régime tsariste, donc aussi celles que lui imposait le Traité de Londres en tant que Puissance garante.

Jusqu'ici, je n'ai parlé que de l'attitude prise isolément par des Puissances garantes de notre statut de neutralité.

C'est à la Conférence de la Paix de Versailles, à la fin de la première guerre mondiale, que la question de la neutralité luxembourgeoise devait être évoquée pour la première fois, depuis la Conférence de Londres de 1867, dans une réunion internationale des Puissances.

Les art. 40 et 41 du Traité de Versailles, inspirés par la préoccupation d'écarter l'Allemagne du règlement de toutes les questions pouvant concerner la situation internationale du Luxembourg, stipulent entre autres: « L'Allemagne adhère à l'abrogation du régime de neutralité du Grand-Duché. »

L'interprétation de l'art. 40 du Traité de Versailles a donné lieu à des controverses d'importance. André Tardieu, le principal rédacteur du Traité, dans son livre sur ce Traité, soutenait que l'art. 40 avait abrogé la neutralité du Grand-Duché. D'autres affirment que telle ne pouvait être sa portée, le Luxembourg co-signataire du Traité de Londres, étant absent de Versailles. Quoi qu'il en soit de cette controverse juridique, ce qui importe, c'est la déclaration nette et précise de la volonté de toutes les Puissances garantes du Traité de Londres — seule la Russie était absente — d'abroger la neutralité du Luxembourg.

La question de la neutralité ressurgissait à l'occasion de la demande du Grand-Duché d'être admis dans la Société des Nations.

Le 23 février 1920, M. Reuter, alors président du Gouvernement, adressa au président du Conseil de la Société des Nations la demande d'admission du Luxembourg. Il importe de souligner que dans sa lettre M. Reuter laisse de côté la question du maintien de la neutralité établie en 1867 et n'insiste que sur la nécessité du Grand-Duché de maintenir son régime de neutralité qui se trouve ancré dans l'art. 1<sup>er</sup> de sa Constitution.

Après de longs pourparlers, l'Assemblée de la Société des Nations décréta l'admission du Grand-Duché comme Etat Membre après avoir entendu les conclusions de sa commission spéciale chargée d'examiner notre demande. Je me permettrai de donner lecture à la Chambre des conclusions, présentées à l'Assemblée générale par son rapporteur, M. Pouillet, professeur de droit international et ancien Premier Ministre de Belgique. Elles jettent une vive lumière sur certains aspects de la question que nous débattons en ce moment.

Voici comment s'exprime le rapporteur de l'Assemblée générale au sujet de notre neutralité.

Une question spéciale a dû être examinée par la commission; c'est celle de la neutralité du Luxembourg. Dans sa demande primitive, le Grand-Duché avait exprimé le désir d'être admis dans la Société des Nations en gardant le bénéfice de sa neutralité. Comme vous le savez, Messieurs, la neutralité du Luxembourg dépend d'actes de législation internationale et d'actes de législation interne. Au point de vue international, la neutralité du Luxembourg a été décidée en 1867 dans un intérêt de paix et de garantie européenne. Les Puissances signataires de la neutralité désarmée du Luxembourg en ont décidé, par le Traité de Versailles, l'abrogation. Mais le Luxembourg est neutre également en vertu de sa Constitution intérieure et celle-ci n'a pas encore été modifiée. De là, la demande du Grand-Duché tendant à être admis avec le bénéfice de sa neutralité.

Une exception a été faite pour la Suisse, mais dans des conditions très différentes, parce que la neutralité suisse est une neutralité armée, que la Suisse s'engage à faire respecter.

La neutralité du Luxembourg était une neutralité désarmée que cet Etat ne pouvait faire respecter.

Le Luxembourg n'a pas tardé à s'apercevoir que le régime de la neutralité qui lui a été donné par le Traité de 1867 est incompatible avec l'art. 16 du Pacte. L'art. 16 du Pacte prévoit, dans certaines hypothèses, qu'un Etat doit laisser passer des troupes étrangères sur son sol, ces troupes agissant au nom de la Société des Nations.

Il est incontestable que le passage de troupes dans un territoire déterminé est incompatible avec la neutralité.

Le Luxembourg a donc spontanément écrit à la Commission qu'il était disposé à admettre éventuellement le principe du passage de troupes sur son territoire, ces troupes agissant au nom de la Société des Nations. En Commission, il a confirmé ses déclarations et affirmé d'une manière générale que, sans restrictions, il acceptait les obligations de l'art. 16 du Pacte.

En conséquence, la demande d'admission sous condition de neutralité doit être considérée comme retirée. Nous ne sommes plus en présence que d'une demande d'admission pure et simple.

Une lettre que nous a adressée également en Commission le Grand-Duché ajoute « que le Gouvernement prendra les mesures opportunes pour mettre les lois constitutionnelles du pays en harmonie avec les obligations qui dérivent de l'admission dans la Société des Nations ».

En faisant cette déclaration, le Grand-Duché de Luxembourg s'est tout simplement conformé à l'art. 20, paragraphe 2 du Pacte qui dit: « Si, avant son entrée dans la Société, un Membre a assumé des obligations incompatibles avec les termes du Pacte, il doit prendre des mesures immédiates pour se dégager de ces obligations. »

La lettre versée au dossier annonce, de la part des Représentants du Luxembourg, l'intention

formelle de mettre leurs lois en rapport avec les obligations qui découleraient pour lui de l'entrée dans la Société des Nations.

En conséquence, la Commission vous propose l'admission du Luxembourg.

Il résulte de ce document:

- 1<sup>o</sup> que l'Assemblée générale de la Société des Nations considérerait la neutralité conventionnelle de Londres comme abrogée;
- 2<sup>o</sup> que le Luxembourg ne fut pas admis à la Société des Nations avec le bénéfice de sa neutralité;
- 3<sup>o</sup> qu'au contraire cette neutralité était jugée incompatible avec la qualité d'Etat membre.

Se conformant à l'obligation de mettre les lois constitutionnelles du pays en harmonie avec les obligations qui dérivent de l'admission à la Société des Nations, le Gouvernement de l'époque s'empessa de saisir le Conseil d'Etat de la question de la revision de l'art. 1<sup>er</sup> de notre Constitution.

Je ne cite de la lettre introductive du Gouvernement au Conseil d'Etat que le passage suivant:

« Il suffit de rappeler la considération principale qui a guidé le Gouvernement dans cette question, à savoir que, depuis l'effondrement de la garantie inscrite dans le Traité de Londres, il importe de donner une nouvelle assiette internationale à notre indépendance et à l'intégrité nationale. »

En 1920 donc, le Gouvernement du pays estimait déjà que le Traité de Londres en tant qu'il se rapportait à notre neutralité s'était effondré et était devenu en fait caduc.

S'il est vrai que la revision de l'art. 1<sup>er</sup> de la Constitution, amorcée en 1920, n'a pas abouti pour des raisons qui n'ont rien à faire avec le fonds de la question, il reste établi et, c'est cela qui est important pour mon argumentation, que, lors de l'admission du pays à la Société des Nations, les Etats du monde entier et, parmi eux les principaux signataires du Traité de Londres, considéraient ce Traité comme abrogé. Comme il est aussi certain, qu'en votant chaque année notre contribution à la Société des Nations, le Parlement a tacitement du moins reconnu cette conception et admis, quant à notre statut de neutralité internationale, l'obligation de modifier notre neutralité constitutionnelle à l'avenant.

A vrai dire, notre qualité d'Etat-Membre de la Société des Nations a été plus d'une fois mise en doute. Le défaut par le pays de remplir la condition qui lui avait été imposée à son admission à la Ligue de Genève créait une équivoque qui a persisté jusqu'à la fin de la Société des Nations en 1939.

L'intérêt supérieur du pays exige impérativement que cette équivoque ne se répète pas à propos de la participation du Grand-Duché à l'organisation des Nations-Unies. J'y reviendrai tout à l'heure. Pour le moment, je poursuis mon argumentation, qui consiste à prouver la caducité du Traité de Londres, en passant en revue les faits qui peu à peu lui ont donné le coup de grâce.



Répétant son geste criminel de 14, l'Allemagne, pour la seconde fois, a violé en 1940 la neutralité et le territoire luxembourgeois. Une fois de plus, la garantie collective de 67 restait lettre morte. Si, à notre appel, la France et la Grande-Bretagne nous ont promis et apporté leur aide et assistance, ce n'était pas qu'elles s'y considéraient obligées par le Traité de Londres, mais bien au contraire parce que, contrairement à ce qui avait eu lieu en 14, le pays, dès le début du conflit, adoptait en 40 une attitude non-neutre, qui, à la suite, par la participation de son Gouvernement aux déclarations et aux conférences interalliées, faisait du Grand-Duché un allié et un co-belligérant.

C'est encore au titre d'allié et de belligérant que le Grand-Duché fait figure parmi les membres fondateurs de l'Organisation des Nations-Unies. La neutralité est aussi incompatible avec les obligations que la Charte impose aux États de l'ONU qu'elle l'était avec les dispositions du Pacte de Genève. Aucune réserve de neutralité n'a été formulée par nous lors de notre signature de cette Charte et aucune objection, tirée du Traité de Londres ou de l'art. 1<sup>er</sup> de la Constitution, ne nous a été opposée. Pour la bonne raison que le premier est universellement considéré comme inexistant et que le pays, en luttant aux côtés de ses alliés, avait en fait agi comme si le régime de sa neutralité constitutionnelle était inexistante. La question se présenterait tout autrement si, par impossible, à la suite de ce débat, la Chambre refusait par un vote négatif de rayer de la Constitution la disposition consacrant la neutralité perpétuelle. En ce faisant, la Constituante, par un acte positif et formel, déciderait que le pays entend revenir à la stricte observation de l'art. 1<sup>er</sup> et maintenir son régime de neutralité perpétuelle. Le résultat néfaste d'un pareil vote que, je le répète, je crois impossible, serait que la question de la compatibilité de notre neutralité avec la Charte de l'ONU serait évoquée à la première occasion, avec, au bout, le retrait du pays de l'Organisation des Nations-Unies, dont font partie 56 nations et à laquelle les nations qui n'en font pas encore partie demandent avec instance de pouvoir adhérer.

Ce serait par trop absurde.

Au moment où le Gouvernement, il y a trois ans, proposait à la Chambre de réviser l'art. 1<sup>er</sup>, j'ai, par acquit de conscience, posé la question de la caducité du Traité de 1867 au Gouvernement de France et au Gouvernement de Grande-Bretagne.

Par une lettre du 12 décembre 1945, le Ministre de France a répondu: « Le Gouvernement français n'a aucune objection à formuler à une déclaration, considérant comme caduc le Traité en question. »

La même réponse a été donnée par le Foreign Office à notre représentant diplomatique à Londres. La Grande-Bretagne considère le Traité de 1867 comme caduc. Elle ne pense pas à donner une nouvelle garantie à la neutralité luxembourgeoise. Depuis la seconde invasion et

l'adhésion du Luxembourg aux Nations-Unies, elle considère la neutralité comme non-sens à plus forte raison qu'auparavant et saluerait la révision de l'art. 1<sup>er</sup> dans la Constitution luxembourgeoise.

J'ai jusqu'ici examiné les faits qui, depuis 1867, ont concouru à rendre le Traité de Londres caduc et je crois, à la suite de M. Rolin, de l'avis du Conseil d'Etat et du rapport de votre commission spéciale, avoir apporté la preuve péremptoire de cette caducité. A ces faits s'ajoute une considération décisive.

La neutralité du Grand-Duché est un expédient politique auquel on a eu recours pour prévenir une guerre qui menaçait d'éclater à un moment donné. Elle a été définie de manière à s'adapter à la situation européenne telle que cette situation existait au début de 1867. Une guerre menaçait à ce moment d'éclater entre la France et la Prusse à propos de la question du droit de mettre garnison dans la forteresse de Luxembourg. Au moment, où la guerre était près d'éclater, la Conférence de Londres a trouvé, comme une solution à cette situation tendue, la déclaration de la neutralité du Luxembourg sous la garantie collective des Puissances.

C'est là, dans les termes employés en 1920 par le Conseil de la Société des Nations, l'origine de notre neutralité.

Née des circonstances du moment et créée dans un but déterminé, elle devait fatalement s'évanouir avec la disparition de la cause et des intérêts qui l'avaient fait naître.

Eyschen dit quelque part dans son « Staatsrecht » à propos de notre neutralité: « Die sicherste Garantie der Dauer jedes Vertrages liegt in dem Fortbestehen der Interessen, welche ihn geschaffen. » Or, cette condition de la permanence des intérêts, qui étaient à son origine, fait défaut au Traité qui a créé notre neutralité.

Elle était taillée à la mesure des constellations européennes et des conceptions politiques du 19<sup>e</sup> siècle qui appartiennent aujourd'hui à l'Histoire.

Si, à un moment donné, à ses débuts, la neutralisation du Grand-Duché a pu empêcher une guerre et servir ainsi l'intérêt de la Paix européenne, il serait téméraire de dire aujourd'hui, après deux guerres mondiales, qu'elle présente encore un intérêt pour le maintien de la Paix.

C'est là au fond la cause profonde pour laquelle les Puissances signataires, dont certaines avaient dès l'origine apporté leur garantie à contrecoeur, se sont de plus en plus désintéressées de la neutralité qu'elles avaient tenue sur les fonts baptismaux pour en arriver à la fin de la première guerre mondiale à la renier à Versailles purement et simplement. Les bases du Traité ayant disparu, a disparu en même temps ce qui était établi sur elles.

Voilà, par delà toutes les subtilités juridiques, la réalité à laquelle le Gouvernement et le Parlement, responsables des destins du pays, doivent conformer leur politique.



Disparu en droit international, le principe de notre neutralité perpétuelle continue à subsister dans le texte de l'art. 1<sup>er</sup> de la Constitution où il avait été inscrit quelques mois après la signature du Traité de Londres. Il n'y aurait jamais figuré, si ce n'avait été en raison des garanties stipulées à Londres. Or, ces garanties s'étant révélées inopérantes et inexistantes, quelle peut être bien la valeur et la raison d'être de ce principe constitutionnel? Ainsi que je l'ai déjà soutenu devant la Chambre en 1932, depuis la fin de la première guerre mondiale ce principe n'a que la valeur d'un principe directeur de notre politique étrangère. En fait, le législateur s'en est écarté à diverses reprises et notamment en donnant son adhésion au Pacte de la Société des Nations, au Pacte de Paris et, après la guerre, à la Charte des Nations-Unies. C'est dire qu'à mesure que le statut international devenait graduellement obsole, le principe constitutionnel s'est transformé dans sa nature. D'obligatoire il devenait volontaire. Il a pris le caractère d'une simple ligne de conduite à laquelle le Gouvernement se conformait dans l'entre-deux-guerres parce qu'il y voyait l'attitude la plus conforme aux intérêts du pays. Il n'en est pas moins vrai que le maintien du principe constituerait, comme je l'ai déjà dit, une gêne juridique sérieuse à la liberté d'action que le pays a regagnée par la caducité de son statut international de neutralité.

C'est pour cette raison que le Gouvernement en demande l'abrogation. La seconde guerre mondiale et les événements de l'après-guerre ont définitivement ébranlé la foi dans la valeur de la neutralité perpétuelle. Deux invasions ont détruit les illusions que pouvaient encore placer les plus optimistes en elle. Illusion dans le passé et bouclier inefficace, sa survivance même purement théorique dans la Charte fondamentale du

pays, constituerait une entrave dangereuse qui condamnerait le pays à une inaction paralysable qui le tiendrait à l'écart de la vie internationale au moment même où l'Europe est en pleine évolution, s'organise et où ses peuples s'engagent sur la voie de la solidarité qui conduira un jour à l'Union européenne. Sous danger de mort, notre pays ne peut être absent de cette Europe nouvelle et les organisations internationales basées sur l'assistance mutuelle exclusive de toute neutralité.

La conception d'une neutralité perpétuelle, incapable de se défendre et dépourvue de garanties efficaces, a vécu.

Son maintien, loin de servir la sécurité de la Patrie, vaudrait à celle-ci la désaffection, pour ne pas dire plus, des peuples qui ont versé à flots leur sang pour défendre leur existence. Cette neutralité serait d'ailleurs en opposition flagrante avec l'attitude héroïque du peuple luxembourgeois en face de l'ennemi. Elle le priverait du bénéfice moral que cette attitude lui a valu aux yeux du monde.

Neutre, selon les Traités et sa Constitution, notre peuple n'a jamais été et ne sera jamais neutre dans son cœur.

Je conclus ici mon exposé que j'ai, de propos délibéré, borné à l'essentiel et dépouillé, autant que possible, de toute considération juridique trop subtile.

Votre vote fera tomber la dernière entrave qui prévient le pays de faire librement la politique étrangère de son choix. Prochainement, quand le Pacte à Cinq sera soumis à vos délibérations, vous déciderez souverainement et en pleine connaissance de cause quelle sera cette politique.

J'ai confiance que vos décisions s'inspireront uniquement de l'intérêt du pays.

## Revision de la Constitution

Dans sa séance du 14 septembre 1945, la Chambre des Députés avait déclaré qu'il y avait lieu de soumettre à revision certains articles de la Constitution.

Dans les séances du 14 avril, 15 avril, 22 avril, 27 avril, la Chambre a voté le texte révisé des articles suivants:

Art. 1<sup>er</sup>. — Le Grand-Duché de Luxembourg forme un Etat libre, indépendant et indivisible.

Art. 10. — (1) La naturalisation est accordée par le pouvoir législatif.

(2) La loi détermine les effets de la naturalisation.

Art. 11. — (1) Il n'y a dans l'Etat aucune distinction d'ordres.

(2) Les Luxembourgeois sont égaux devant la loi; seuls ils sont admissibles aux emplois civils et militaires, sauf les exceptions qui peuvent être établies par une loi pour des cas particuliers.

(3) L'Etat garantit les droits naturels de la personne humaine et de la famille.

(4) La loi garantit le droit au travail et assure à chaque citoyen l'exercice de ce droit.

(5) La loi organise la sécurité sociale, la protection de la santé et le repos des travailleurs et garantit les libertés syndicales.

(6) La loi garantit la liberté du commerce et de l'industrie, l'exercice de la profession libérale et du travail agricole, sauf les restrictions à établir par le pouvoir législatif.

Art. 23. — L'Etat veille à ce que tout Luxembourgeois reçoive l'instruction primaire qui sera obligatoire et gratuite. L'assistance médicale et sociale sera réglée par la loi.

Il crée des établissements d'instruction moyenne et les cours d'enseignement supérieur nécessaires. Il crée également des cours professionnels gratuits.

La loi détermine les moyens de subvenir à l'instruction publique ainsi que les conditions

de surveillance par le Gouvernement et les communes; elle règle pour le surplus tout ce qui est relatif à l'enseignement et crée un fonds des mieux-doués.

Tout Luxembourgeois est libre de faire ses études dans le Grand-Duché ou à l'étranger et de fréquenter les universités de son choix, sauf les dispositions de la loi sur la condition d'admission aux emplois et à l'exercice de certaines professions.

Art. 29. — La loi réglera l'emploi des langues en matière administrative et judiciaire.

Art. 34. — Le Grand-Duc sanctionne et promulgue les lois. Il fait connaître sa résolution dans les trois mois du vote de la Chambre.

Art. 43. — La liste civile est fixée à trois cent mille francs-or par an. Elle peut être changée par la loi au commencement de chaque règne.

La loi budgétaire peut allouer chaque année à la Maison Souveraine les sommes nécessaires pour couvrir les frais de représentation.

Art. 44. — Le Palais Grand-Ducal à Luxembourg et le Château de Berg sont réservés à l'habitation du Grand-Duc.

Art. 51. — Le Grand-Duché de Luxembourg est placé sous le régime de la démocratie parlementaire.

L'organisation de la Chambre est réglée par la loi.

La loi électorale fixe le nombre des députés d'après la population. Ce nombre ne peut excéder un député sur 4000 habitants, ni être inférieur à un député sur 5500 habitants.

L'élection est directe.

Les députés sont élus sur la base du suffrage universel pur et simple, au scrutin de liste, suivant les règles de la représentation proportionnelle, conformément au principe du plus petit quotient électoral et suivant les règles à déterminer par la loi.

Le pays est divisé en quatre circonscriptions électorales: le Sud (Esch et Capellen), le Centre (Luxembourg-ville, Luxembourg-campagne et Mersch), le Nord (Diekirch, Redange, Wiltz, Clervaux et Vianden) et l'Est (Grevenmacher, Remich et Echternach).

Les électeurs pourront être appelés à se prononcer par la voie du referendum dans les cas et sous les conditions à déterminer par la loi.

Art. 52. — Pour être électeur, il faut:

- 1° être Luxembourgeois ou Luxembourgeoise;
- 2° jouir des droits civils et politiques;
- 3° être âgé de 21 ans accomplis;
- 4° être domicilié dans le Grand-Duché.

Il faut en outre réunir à ces quatre qualités celles déterminées par la loi. Aucune condition de cens ne pourra être exigée.

Pour être éligible, il faut être âgé de 25 ans accomplis et remplir pour le surplus les trois autres conditions énumérées ci-dessus.

Aucune autre condition d'éligibilité ne pourra être requise.

Art. 53. — Ne peuvent être électeurs ni éligibles:

- 1° les condamnés à des peines criminelles;
- 2° ceux qui ont été condamnés à des peines d'emprisonnement pour vol, escroquerie ou abus de confiance;
- 3° ceux qui sont en état de faillite déclarée, les banqueroutiers et interdits et ceux auxquels il a été nommé un conseil judiciaire.

Le droit de vote peut pourtant être rendu par la voie de grâce aux personnes condamnées à des peines d'emprisonnement pour vol, escroquerie ou abus de confiance.

Art. 54. — (1) Le mandat de député est incompatible:

- 1° avec les fonctions de membre du Gouvernement;
- 2° avec celles de membre du Conseil d'Etat;
- 3° avec celles de magistrat de l'Ordre judiciaire;
- 4° avec celles de membre de la Chambre des comptes;
- 5° avec celles de commissaire de district;
- 6° avec celles de receveur ou agent comptable de l'Etat;
- 7° avec celles de militaire de carrière en activité de service.

(2) Les fonctionnaires se trouvant dans un cas d'incompatibilité ont le droit d'opter entre les mandats leur confiés et leurs fonctions.

(3) Le député qui a été appelé aux fonctions de membre du Gouvernement et qui quitte ces fonctions, est réinscrit de plein droit comme premier suppléant sur la liste sur laquelle il a été élu. Il en sera de même du député-suppléant qui, appelé aux fonctions de membre du Gouvernement, aura renoncé au mandat de député lui échu au cours de ces fonctions.

En cas de concours entre plusieurs ayants droit, la réinscription sera faite dans l'ordre des voix obtenues aux élections.

Art. 60. — A chaque session, la Chambre nomme son président et ses vice-présidents et compose son bureau.

Art. 72. — (1) La Chambre se réunit chaque année en session ordinaire, à l'époque fixée par le règlement.

(2) Le Grand-Duc peut convoquer la Chambre extraordinairement; il doit le faire sur la demande d'un tiers des députés.

(3) Toute session est ouverte et close par le Grand-Duc en personne, ou bien en son nom par un fondé de pouvoirs nommé à cet effet.

Art. 75. — Les membres de la Chambre des députés toucheront, outre leurs frais de déplacement, une indemnité, dont le montant et les conditions sont fixés par la loi.

## Ratification du Pacte de Bruxelles

Le 29 avril 1948, la Chambre des Députés a voté par 46 voix contre 5 la ratification du Pacte de Bruxelles.

A cette occasion, M. Joseph BECH, Ministre des Affaires Etrangères, a exposé le point de vue du Gouvernement dans le discours suivant :

Messieurs,

Lors de la discussion du Budget des Affaires Etrangères, j'ai eu l'honneur d'exposer à la Chambre les circonstances dans lesquelles le Pacte de Bruxelles est né, en même temps que les raisons qui ont décidé le Gouvernement à y donner son adhésion.

A votre tour, vous êtes appelés aujourd'hui, Messieurs, à donner votre approbation à ce Traité. Mon exposé tendra à vous permettre de prendre votre décision en pleine connaissance des avantages, des obligations et des risques qui découlent pour le Grand-Duché du Traité.

Je ne passerai plus en revue les différentes dispositions du Pacte. Cela a été fait par votre rapporteur, dans l'avis du Conseil d'Etat et dans mon exposé des motifs au Conseil d'Etat et encore par moi dans les sections réunies. En attendant de répondre aux interventions qui se feront, je parlerai surtout du Pacte de Bruxelles envisagé du point de vue militaire, question qui est à l'avant-plan de vos préoccupations.

Le Traité de Bruxelles est un traité d'assistance mutuelle. Son article 4 stipule : « Au cas où l'une des Hautes Parties contractantes serait l'objet d'une agression armée en Europe, les autres lui porteront, conformément aux dispositions de l'article 51 de la Charte des Nations Unies, aide et assistance par tous les moyens en leur pouvoir, militaires et autres. »

Il résulte de ce texte que l'obligation d'assistance ne joue qu'en cas d'agression armée et seulement, si cette agression a lieu en Europe. La question a été posée en sections réunies, si l'article 4 trouve son application au cas où des troupes de l'une des parties contractantes, stationnées en Europe, seraient l'objet d'une agression armée. Je réponds que cela n'est pas nécessairement le cas. On peut, en effet, très bien imaginer un conflit armé, local — et cela a été plus d'une fois le cas dans le passé —, sans que le pays, dont les troupes ont été attaquées, n'entre en guerre avec le pays, dont les troupes ont posé un acte d'agression.

En pratique, ce sera au pays dont les troupes ont été victimes d'une attaque, de décider suivant les circonstances s'il considère la situation assez sérieuse pour soumettre aux co-contractants du Pacte le cas comme casus foederis, rentrant dans les termes de l'article 4. Il n'est guère possible de donner d'autres précisions, vu la diversité de situations qui peuvent se présenter.

L'article 4 stipule de plus que les Hautes Parties contractantes se porteront aide et assistance, conformément aux dispositions de l'article 51 de la Charte. Cette disposition a pour but

de souligner — ce qui est dit en différents endroits du Pacte — que l'obligation d'assistance militaire ne joue que quand il s'agit d'un cas de légitime défense. L'article 51 de la Charte dit, en effet :

« Aucune disposition de la présente Charte ne porte atteinte au droit de légitime défense, individuelle ou collective, dans le cas où un membre des Nations Unies est l'objet d'une agression armée, jusqu'à ce que le Conseil de Sécurité ait pris les mesures nécessaires pour maintenir la paix et la sécurité internationales. Les mesures prises par les membres dans l'exercice de ce droit de légitime défense sont immédiatement portées à la connaissance du Conseil de Sécurité et n'affectent en rien le pouvoir et le devoir qu'a le Conseil, en vertu de la présente Charte, d'agir à tout moment de la manière qu'il juge nécessaire pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales. »

Je n'entre pas dans une analyse détaillée de cet article qui dit clairement ce qu'il veut dire.

Je retiens seulement que la Charte, par son article 51, admet la légitime défense collective. L'organisation de cette défense légitime, sur une base régionale, tel que c'est le cas pour le Pacte de Bruxelles, est expressément autorisée par l'article 52 de la Charte des Nations Unies, dont la forme est la suivante :

« 1<sup>o</sup> Aucune disposition de la présente Charte ne s'oppose à l'existence d'accords ou d'organismes régionaux destinés à régler les affaires qui, touchant au maintien de la paix et de la sécurité internationales, se prêtent à une action de caractère régional, pourvu que ces accords ou ces organismes et leur activité soient compatibles avec les buts et les principes des Nations Unies.

« 2<sup>o</sup> Les membres des Nations Unies qui concluent ces accords ou constituent ces organismes doivent faire tous les efforts pour régler d'une manière pacifique, par le moyen desdits accords ou organismes, les différends d'ordre local, avant de les soumettre au Conseil de Sécurité.

« 3<sup>o</sup> Le Conseil de Sécurité encourage le développement du règlement pacifique des différends d'ordre local par le moyen de ces accords ou de ces organismes régionaux, soit sur l'initiative des Etats intéressés, soit sur renvoi du Conseil de Sécurité.

« 4<sup>o</sup> Le présent article n'affecte en rien l'application des articles 34 et 35. »

Vous pourriez me dire, Messieurs, puisque la Charte a pris la peine d'organiser la défense de ses membres en cas d'agression armée, pourquoi avoir recours à des mesures de sécurité sur un plan régional ?

La réponse est simple. Je relève d'abord le fait que l'Europe occidentale a été précédée dans l'organisation de sa défense régionale par un grand nombre de pays et notamment par les pays de l'Amérique qui ont conclu le 2 septembre 1947 un accord inter-américain d'assis-



tance mutuelle et — je le souligne — par les pays de l'Est de l'Europe qui ont conclu entre eux un grand nombre de traités de défense collective. C'est donc que tous ces pays considèrent que l'action coercitive des Nations Unies en faveur d'un de ces membres ne leur garantit pas la sécurité dont ils ont besoin. La procédure pour déclencher l'action collective des Nations Unies est, en effet, forcément très lente. Par ailleurs, la décision du Conseil de Sécurité, décidant d'une telle action, est soumise au vote affirmatif de sept membres, parmi lesquels les cinq membres permanents, dont chacun peut exercer le droit de veto. Et, last not least, personne, en ce moment, n'a encore la moindre idée comment seront composées les forces armées dont disposeront les Nations Unies.

En d'autres mots, les actions coercitives des Nations Unies sont encore du domaine de la théorie, alors que le Pacte de Bruxelles couvre les possibilités réelles de l'avenir et que l'assistance qu'il prévoit est automatique dès qu'une agression a lieu.

Dans cet ordre d'idées, il importe d'ajouter que du Pacte de Bruxelles découle pour chacun des contractants et naturellement aussi pour notre pays une obligation d'assistance militaire plus déterminée et plus large que du fait de notre adhésion à l'Organisation des Nations Unies.

Quelles seront, le cas échéant, nos obligations?

Il résulte de l'article 4 que notre pays se trouvera, au même titre que les autres contractants, dans l'obligation de porter aide et assistance militaire à celui des autres pays objet d'une agression armée.

Il devra le faire par tous les moyens en son pouvoir. Les modalités de la défense commune, la forme de la collaboration militaire et, par conséquent, l'étendue de l'aide que chacun des pays contractants aura à fournir restent à être fixées.

Il est donc impossible de fournir des précisions au sujet du mode et de l'étendue de notre contribution éventuelle. Je n'hésite cependant pas à déclarer que cette contribution ne sera établie qu'après consultations communes et en tenant compte de ce qui est raisonnablement possible à un tout petit pays comme le nôtre.

Si l'article 4 vise l'agression contre l'une des parties en Europe, l'article 7 prévoit l'obligation d'une consultation commune pour les cas où l'une des Parties contractantes le demanderait, chaque fois qu'elle considérerait que la paix se trouve menacée.

C'est vous dire que la voix de notre pays pourra se faire entendre en cas d'un conflit en vue.

Cet article contient une autre disposition importante. Il institue un organe permanent par lequel les cinq pays restent en contact suivi pour se consulter sur toutes les questions faisant l'objet du Traité. C'est là une des caractéristiques du Pacte qui dépasse ainsi dans sa portée les Traités d'alliance conclus à ce jour. Je n'ai pas besoin de souligner l'importance de l'institution

de cet organe permanent du point de vue de la cohésion et de l'efficacité de l'action future des cinq pays dans tous les domaines.

Au sein des sections réunies, la question m'a été posée si le Pacte contenait une clause nous obligeant à maintenir le service militaire obligatoire? Tel n'est pas le cas. Sans vouloir empiéter sur la discussion de la loi militaire qui est devant le Conseil d'Etat, je crois pourtant de mon devoir de dire, pour éviter tout malentendu, auquel ma réponse pourrait donner lieu, qu'il me semble exclu qu'au moment où nous adhérons à un Pacte d'assistance mutuelle qui garantit à notre pays son intégrité et son indépendance, au prix de l'aide militaire que nos amis s'obligent à nous apporter en cas de danger, que nous-mêmes nous diminuions nos moyens propres de défense déjà si réduits pour laisser la charge de notre défense aux autres.

Je n'insiste pas sur cette question, de peur de donner une fausse impression de l'esprit dans lequel notre pays assume les obligations qui découlent pour lui de la clause d'assistance mutuelle.

Convaincu qu'il est impossible dans le monde où nous vivons de concilier la neutralité avec le souci de la sécurité de notre pays et de l'Europe, le peuple luxembourgeois apportera, de grand cœur, sa part à la consolidation de cette sécurité.

Le parti communiste, dans un manifeste qu'il a fait placarder sur les murs de la capitale, appelle cette politique de la légitime défense collective que nous pratiquons en adhérant au Pacte à cinq, une politique criminelle d'aventures exposant notre pays aux pires dangers.

Est-ce donc un crime, Messieurs, pour un pays de préparer sa défense contre une éventuelle et possible agression? Est-ce une politique d'aventures ou un acte d'agression pour des nations de se grouper dans le but de défendre leur existence, leurs traditions, leur mode de vie, sans contester le droit des autres à garder et à développer leur civilisation? Je fais miennes à ce sujet les paroles éloquentes écrites récemment par un membre du comité-directeur du Parti socialiste français, dans un article contre la neutralité: « Il n'y a plus de possibilité d'un salut particulier dans un univers en perdition, dit-il, et qui veut sauver aujourd'hui sa vie, risque précisément de la perdre. Dans un temps où la liberté des peuples est en jeu, ce n'est pas la prudence qui sauve, mais le courage. Il est vain de vouloir construire son nid dans un arbre que secoue la tempête. Etre belliciste, est-ce penser cela? Si oui, je le suis. Etre du parti américain, est-ce penser cela? Si oui, j'en suis. Car être neutre, serait pour les hommes libres un insupportable reniement. »

Non, Messieurs, notre peuple ne sera pas victime d'une démagogie qui voudrait l'isoler et le séparer des nations qui ont les mêmes conceptions de la vie que lui et qui lui offrent leur puissante protection.

Placés devant le choix d'un neutralisme mortel et la collaboration active à une politique de

solidarité européenne, vous n'hésitez pas. Cela d'autant moins que pas un seul mot dans le Pacte ne justifie l'accusation du parti communiste que le Traité serait dirigé contre un pays déterminé.

Je me refuse même de discuter cette accusation que les nations groupées dans le Pacte nourrissent des destins offensifs à l'égard d'une autre nation. Tellement absurde m'en apparaît l'idée quand je considère l'esprit pacifique de ces pays qui ont souffert d'indicibles malheurs à la suite de leur lutte pour la Paix et le Droit.

L'Alliance reste ouverte à tous les peuples qui font preuve de la même bonne volonté. Nous ne nous soucions pas que d'autres nations aient un régime différent du nôtre et nous ne demandons qu'à entretenir avec elles les meilleures relations.

Je n'hésite pas à dire que si l'aide américaine est absolument nécessaire à l'Europe, celle-ci a aussi besoin de la coopération des pays de l'Est. Mais nous réclamons pour nous aussi le droit d'affirmer en toute liberté les valeurs morales sur lesquelles notre vieille civilisation occidentale est fondée.

Tel est l'esprit du Pacte que nous avons placé en reproduisant les propres termes de la Charte de l'organisation mondiale sous le signe de la liberté individuelle, du respect de la personne humaine et de la démocratie politique.

M. Bevin, dans son discours historique aux Communes, a dit que l'entente occidentale devait avant tout être une organisation pour assurer la Paix. Cette idée domine tout le Pacte. Je vous ai parlé jusqu'ici surtout des clauses militaires du Traité. Si je m'y suis arrêté si longtemps, c'est que pour notre pays elles constituent un

changement radical de notre politique internationale. Ce serait pourtant une grave erreur que de considérer la valeur et l'importance du Pacte sous ce seul angle.

L'Union qu'il établit entre les cinq pays s'étend à tous les domaines économiques, sociaux et culturels. Elle forme un noyau qui pourra s'élargir de manière à englober une partie de plus en plus vaste de notre continent.

Le Pacte n'est pas un simple document diplomatique de plus, parmi tant d'autres, créant sur le papier une alliance entre quelques pays, mais il est le point de départ d'une organisation de l'Europe occidentale. Il s'encadre dans les efforts solidaires que les peuples d'Europe ont la sagesse de faire en ce moment pour coopérer à la reconstruction de l'économie européenne avec l'aide puissante des Etats-Unis.

Qui donc, je vous le demande, Messieurs, pourrait imaginer un seul instant, sans la plus profonde inquiétude, que notre petit et faible pays reste absent d'un pareil Pacte qui est à l'origine et à la base de la future Europe? Cette Europe Unie qui, pour le moment, n'est encore qu'un idéal, mais vers laquelle un vaste mouvement des peuples commence à pousser leurs gouvernements et qui sera demain la réalité.

Pour ma part, Messieurs, je suis fier que notre pays soit associé à cette grande entreprise et je suis reconnaissant à ceux qui nous ont offert à y collaborer à la cause de la Paix.

En donnant votre approbation au Pacte, Messieurs, vous servirez l'intérêt supérieur du pays tout en prouvant que pour nous la confiance, la bonne volonté et la solidarité internationales ne sont pas des choses illusoires.

## Aperçu succinct du régime de prévoyance sociale au Grand-Duché de Luxembourg

On ne saurait entreprendre utilement l'exposé du régime de prévoyance sociale au Grand-Duché de Luxembourg sans rappeler tout d'abord que l'assurance sociale en ce pays remonte au début du siècle et qu'elle fut étendue par étapes au fur et à mesure de l'expérience acquise, de la consolidation des paliers atteints, du progrès de la notion de solidarité professionnelle et nationale. On ne pourra négliger non plus les conséquences économiques et financières de la guerre et de l'occupation.

La première loi d'assurance sociale, la loi du 31 juillet 1901 sur l'assurance obligatoire des ouvriers contre les maladies, procède d'un projet de 1897 qui, d'ailleurs, n'a fait que remplacer un avant-propos de 10 ans plus ancien.

La loi du 31 juillet 1901 sur l'assurance-maladie obligatoire fut suivie de près par les lois — pour ne mentionner que les principales — du 5 avril 1902 concernant l'assurance obli-

gatoire des ouvriers contre les accidents dans l'industrie, du 20 décembre 1909 sur l'assurance-accidents agricole et du 6 mai 1911 sur l'assurance-invalidité et vieillesse.

Les différentes lois prémentionnées furent codifiées par la loi du 17 décembre 1925 concernant le *Code des assurances sociales*, dont les modifications les plus importantes résultent des lois des 20 novembre 1929, 6 septembre 1933 et 21 juin 1946.

L'assurance-invalidité-vieillesse-décès des employés privés a fait l'objet de la loi spéciale du 29 janvier 1931 sur la création d'une *caisse de pension des employés privés*.

Les ouvriers des mines et de la sidérurgie ainsi que les employés techniques des mines du fond bénéficient d'une *assurance supplémentaire* réglée sur la base d'une loi du 13 janvier 1948 par deux arrêtés du 2 février 1948.

L'organisation ultérieure d'une assurance contre le chômage est prévue par la loi du 6 août 1921 concernant la participation financière des communes, des patrons et des ouvriers dans l'allocation des *secours de chômage*; l'octroi des secours est réglé par les arrêtés grand-ducaux des 6 août 1921, 24 mai 1945, 20 juin 1945 et 30 mars 1946.

Enfin, la loi du 20 octobre 1947 concernant les *allocations familiales* pour les salariés est venue ajouter une branche nouvelle au système traditionnel de la prévoyance sociale.

Pour compléter l'aperçu législatif qui précède, notons encore qu'une ordonnance de l'occupant en date du 30 septembre 1940 avait substitué le système allemand à la législation nationale sur les assurances sociales. Par dérogation aux décrets frappant de nullité radicale les mesures prises par l'administration civile allemande, certaines dispositions introduites par l'occupant en matière d'assurance sociale furent provisoirement maintenues pour éviter des changements réitérés en attendant l'adaptation de la législation d'assurance sociale à la situation d'après-guerre. A l'heure actuelle, certaines de ces dispositions subsistent en ce qui concerne le champ d'application et les prestations en matière d'assurance-maladie et d'assurance-pension des employés privés.

Ainsi que le laisse prévoir l'aperçu historique et législatif ci-dessus, on ne peut s'attendre à trouver, dans le système de prévoyance sociale en vigueur, l'unité d'assurance ou d'organisation que pourrait présenter un système fait d'une pièce.

Certes, les différentes branches — le chômage mis à part — se rapprochent en ce qu'elles procèdent de la notion d'assurance sociale et qu'elles sont administrées par des institutions autonomes; d'autre part, cependant, elles se diversifient par l'imposition et la répartition des charges, par la pluralité des organes administratifs et par l'institution de régimes spéciaux.

Il conviendra donc d'examiner d'abord séparément les différents secteurs tels qu'ils résultent du groupement des risques par la loi et de l'organisation propre qu'elle applique à chaque catégorie de risques, pour aborder ensuite les caractéristiques générales du régime pris dans son ensemble.

## A. — Les différents secteurs de la prévoyance sociale.

### I. — Maladie et maternité.

L'assurance-maladie-maternité obligatoire s'applique à tous les salariés, à l'exception des employés privés dont les appointements dépassent 60.000 francs par an et des fonctionnaires publics; elle a été étendue depuis les dernières années, en ce qui concerne certaines prestations, aux bénéficiaires de pensions d'invalidité, de vieillesse et de survie.

L'assurance a pour objet:

- 1° des secours pécuniaires — secours de compensation de l'incapacité de travail, secours de maternité, primes d'allaitement, indemnités funéraires — et

- 2° l'assistance thérapeutique — soins médicaux et dentaires, fournitures pharmaceutiques et similaires, hospitalisation.

L'assistance thérapeutique est accordée non seulement aux assurés proprement dits, mais encore, sous réserve de certaines participations, aux membres de leurs familles. La liberté du choix du médecin et du pharmacien est garantie par la loi.

La durée des secours de maladie est en principe de vingt-six semaines par cas; les secours pécuniaires de maternité sont accordés durant six semaines avant et six semaines après les couches; la prime d'allaitement pendant douze semaines après les couches.

L'organisation du secteur maladie-maternité repose sur l'assurance mutuelle des assurés avec participation patronale, sur la base de l'obligation d'affiliation aux caisses de maladie régionales ou patronales instituées en vertu de la loi. Les caisses de maladie jouissent de la personnalité civile; elles sont administrées par des organes élus composés pour les deux tiers de représentants des assurés et pour un tiers de représentants patronaux. Cette représentation est proportionnelle aux charges qui sont couvertes par voie de cotisation.

La cotisation, exprimée en centièmes de la rémunération effective, est pour deux tiers à charge de l'assuré et pour un tiers à charge de son patron; toutefois, la cotisation d'assurance des crédentaires fait l'objet d'un règlement spécial.

### II. — Accidents du travail et maladies professionnelles.

Sont soumises à l'assurance obligatoire contre les accidents du travail toutes les entreprises industrielles et artisanales, commerciales, agricoles et forestières; l'assurance s'applique à l'ensemble du personnel occupé dans ces entreprises. Sont assurés en outre les personnes occupées à des travaux de régie, les gens de maison, les artisans de l'industrie domestique ainsi que les exploitants — propriétaires ou fermiers — des entreprises agricoles et les membres de leurs familles.

L'assurance garantit la réparation des accidents de travail et de trajet et des maladies professionnelles reconnues.

Cette réparation comprend:

- 1° la gratuité de l'assistance médicale et des remèdes et moyens capables de garantir les résultats du traitement ou d'amoinrir les suites de l'accident et
- 2° des indemnités pécuniaires forfaitaires — secours journaliers pour les cas inférieurs à treize semaines d'incapacité de travail, rentes graduées suivant le degré d'incapacité de travail dans les cas excédant treize semaines, indemnités funéraires et rentes de survivants (veuve, orphelins et ascendants) dans les cas mortels.

Les rentes sont calculées d'après la rémunération de l'assuré pendant la dernière année dans



l'entreprise où l'accident est survenu ou bien, au cas où cet autre mode de calcul est plus favorable, d'après le produit par 300 du salaire journalier moyen que l'assuré a gagné par son dernier emploi dans l'entreprise où l'accident est survenu. En matière d'assurance agricole et forestière, le montant de cette rémunération annuelle moyenne est déterminée forfaitairement par le Gouvernement pour chaque commune du pays en tenant compte du sexe et de l'âge des personnes assurées.

La rente d'incapacité de travail est de  $66\frac{2}{3}\%$  du gain ci-dessus en cas d'incapacité complète de travail et proportionnelle à la pension totale en cas d'incapacité partielle; la rente de viduité est de 30 %, la rente d'orphelin — servie jusqu'à 18 ans accomplis — de 20 % et la rente des ascendants de 30 % du même gain annuel.

Juridiquement, l'assurance-accidents repose sur la responsabilité forfaitaire collective des entreprises assujetties et s'effectue sous forme d'assurance mutuelle des entreprises qui, à cet effet, sont réunies par la loi dans une seule association d'assurance contre les accidents; une section spéciale est instituée pour l'assurance agricole.

L'association d'assurance qui jouit de la personnalité civile est gérée par des représentants élus par les chefs d'entreprise, avec le concours, dans les questions de réparation et de prévention, de délégués-ouvriers.

Les frais de l'assurance sont couverts par des primes patronales proportionnelles aux salaires payés et aux coefficients de risque.

### III. — Invalidité, vieillesse, décès.

L'assurance - invalidité - vieillesse - décès s'applique, en principe, à tous les salariés, sous réserve des systèmes de pension particuliers des fonctionnaires de l'Etat, des employés des communes et établissements publics et des agents des chemins de fer, systèmes qui ne sont pas établis sur les principes de l'assurance sociale.

L'assurance-invalidité-vieillesse-décès sociale comprend deux régimes généraux distincts, l'assurance ouvrière traditionnelle, administrée par l'Etablissement d'assurance contre l'invalidité et l'assurance plus récente des employés privés, administrée par la Caisse de pension des employés privés; des régimes d'assurance supplémentaire, rattachés aux systèmes généraux ci-dessus, viennent d'être établis au profit des ouvriers des mines et de la sidérurgie et des employés miniers techniques du fond.

L'assurance a pour objet des pensions de vieillesse aux assurés ayant accompli 65 ans — avec certaines modalités d'abaissement pour les employés et pour les travailleurs des mines et de la sidérurgie, des pensions d'invalidité permanente ou temporaire et des pensions de survie aux veuves et aux orphelins — ou enfants assimilés — âgés de moins de 18 ans. Elle prévoit en outre le traitement curatif et préventif de l'invalidité, des restitutions de cotisation dans certains cas de cessation prématurée de l'affi-

liation, des indemnités funéraires et une contribution aux cotisations de l'assurance-maladie obligatoire des crédientiers.

Les pensions se composent de parts fondamentales, en principe fixes, de parts variables en fonction de la contribution à l'assurance et de suppléments pour charges de famille.

Le stage est, en général, de cinq ans, exprimés en journées d'assurance dans l'assurance-invalidité ouvrière et en mois de cotisation dans l'assurance des employés privés; il s'élève à dix ans pour les pensions de vieillesse et de viduité ouvrières et à quinze ans pour les pensions de vieillesse des employés.

Les ressources des institutions d'assurance proviennent des cotisations des assurés et de leurs patrons — établies pour les deux régimes généraux par parts égales en centièmes des rémunérations effectives —, des revenus de leurs placements et de certaines dotations et contributions de l'Etat.

La gestion de l'Etablissement d'assurance contre l'invalidité et la vieillesse et de la Caisse de pension des employés privés appartient à des organes paritaires, élus par les assurés et leurs patrons et présidés par des fonctionnaires nommés par le Gouvernement.

### IV. — Chômage.

La loi du 6 août 1921 concernant la participation financière des communes, des patrons et des ouvriers dans l'allocation des secours de chômage est restée lettre morte en ce qui concerne la participation des patrons et des salariés, prévue chacune pour un quart des dépenses. Le système de secours en vigueur tel qu'il résulte de l'arrêté-loi du 24 mai 1945 portant réglementation des secours de chômage se rapproche toutefois des principes d'assurance sociale en ce qu'il abolit la condition d'indigence et ne prévoit plus qu'une condition de stage de 200 jours et un délai de carence de trois jours.

Il s'applique aux salariés domiciliés dans le Grand-Duché, à l'exception des domestiques, des ouvriers agricoles et de certaines catégories dont l'emploi n'a qu'un caractère saisonnier ou est difficilement contrôlable. Les prestations consistent en des allocations journalières graduées suivant l'âge et les charges de famille; l'Etat subvient en outre, à titre bénévole, au paiement des cotisations d'assurance-maladie pendant la durée du chômage.

Les secours sont administrés, sous le contrôle d'une Commission administrative paritaire, par l'Office national du Travail qui a, généralement, dans ses attributions les questions de placement de la main-d'œuvre et d'orientation de l'emploi.

L'organisation productive de l'assistance aux chômeurs a fait l'objet d'arrêtés en date des 20 avril 1933, 26 janvier 1934, 8 mars 1934, 14 avril 1934 et 14 mars 1936.

### V. — Charges de famille.

La généralisation des allocations familiales au profit des salariés constitue le palier le plus

important atteint depuis la guerre dans le système de sécurité sociale de ce pays. La loi du 20 octobre 1947 a rendu obligatoire les allocations pour charges d'enfants au profit de l'ensemble des salariés publics et privés, à l'exception des gens de maison habitant chez leurs employeurs.

La loi octroie des allocations mensuelles uniformes versées pour chaque enfant âgé de moins de 18 ans à charge du salarié et des prestations à l'occasion de chaque naissance. Les allocations mensuelles s'élèvent actuellement à 260 francs, les prestations de naissance à 5000 francs pour le premier enfant et à 3000 francs pour les enfants suivants.

Les dépenses pour les allocations et prestations sont couvertes par des cotisations à verser par les employeurs aux caisses de compensation instituées pour l'application de la loi. Font office de caisse de compensation l'Etablissement d'assurance contre l'invalidité pour ses assurés et la Caisse de pension des employés privés pour tous les autres ayants-droit. La gestion de ces caisses, nanties de la personnalité civile, incombe aux organes des établissements publics prédésignés.

## B. — Caractères généraux du régime en vigueur.

### I. — Cercle des bénéficiaires.

Ainsi qu'il résulte de l'exposé qui précède, le régime de prévoyance sociale en vigueur s'applique en règle générale à tous les travailleurs régis par un contrat de travail privé, qu'ils soient d'ailleurs occupés par des employeurs privés ou des employeurs publics. Cette définition du champ d'application comporte cependant, dans la généralité de ses termes, d'importantes réserves en raison de la différenciation de la sphère d'assujettissement dans chaque secteur d'assurance.

L'assurance-maladie est arrêtée pour les employés par un plafond de 60.000 francs d'appointements annuels, mais s'applique pour certaines prestations aux créditeurs sociaux, au delà du cercle de la population active. L'assurance-accidents, dont les confins d'application sont régis par des textes et une jurisprudence administrative particulièrement nuancés, s'étend aux exploitants agricoles et aux membres de leurs familles sortis de l'âge scolaire. Enfin, les allocations familiales sont dues non seulement aux salariés privés, mais encore à tous les salariés nantis d'un statut de droit public; la loi afférente du 20 octobre 1947 prévoit d'ailleurs l'extension des allocations aux non-salariés, nonobstant les difficultés particulières du système de cotisation pour le financement de pareille mesure.

Le régime s'applique, en principe, aux étrangers dans les mêmes conditions qu'aux ressortissants nationaux. Les seules différenciations quelque peu importantes consistent dans le relèvement du stage à 10 ans pour l'octroi des rentes d'invalidité ouvrières et dans la prescrip-

tion d'une année de résidence pour les allocations familiales; d'autre part l'attribution des indemnités de chômage et des majorations gratuites des rentes est subordonnée pour les étrangers à une décision du Gouvernement, les unes et les autres étant soit exclusivement, soit principalement à charge de l'Etat et des communes. La libéralité du régime est conforme à la politique ancienne de la main-d'œuvre en ce pays; la ratification par le Grand-Duché de la plupart des projets de convention votés en la matière par la Conférence internationale du Travail serait d'ailleurs obstative à toute discrimination véritable.

### II. — Organisation administrative.

L'organisation en vigueur n'est ni étatique ni unitaire.

Les différentes institutions d'assurance forment des établissements publics autonomes, gérés par des organes élus, mais soumis en raison de leur mission de droit public à la tutelle administrative de l'Etat. Seul l'Office National du Travail, chargé de la dispensation des secours de chômage, constitue un organe de l'Etat; encore le contrôle des secours de chômage appartient-il à une commission paritaire.

Tout en respectant l'indépendance des institutions en cause, le législateur a recherché une certaine concentration des services par la réunion administrative dans un Office des Assurances Sociales de l'Association d'assurance-accidents et de l'Etablissement d'assurance-invalidité, placés sous un même président, et par la dévolution à l'Etablissement d'assurance-invalidité et à la Caisse de pension des employés privés de la gestion des caisses de compensation pour les allocations familiales. Enfin, les caisses de maladie ont librement constitué une Union des Caisses sur la base de la faculté afférente leur réservée par la loi.

La diversité de ce système d'administration n'a jamais donné lieu sérieusement à critique; la pluralité des institutions est d'ailleurs compensée par l'entraide administrative — notamment pour le contrôle des assujettis et la perception des cotisations — et par l'unité dans la tutelle administrative et dans le contrôle juridictionnel.

La tutelle administrative, exercée par le Gouvernement avec le concours des présidents-fonctionnaires de l'Office des Assurances sociales et de la Caisse de pension des employés privés et d'une Inspection des institutions sociales, comprend la surveillance générale de la légalité de la gestion, le contrôle comptable et le droit d'approbation préalable des dépenses administratives et de certains actes spécifiés. Mais la tutelle administrative s'arrête là.

Le contrôle juridictionnel sur recours est exercé — sauf certaines dérogations concernant l'assurance-maladie — par le Gouvernement et le Conseil d'Etat, comité du contentieux, en matière d'assujettissement, de cotisation et de contestations entre les institutions d'assurance, et par des instances judiciaires fonctionnant avec

le concours de représentants des assurés et de leurs patrons, le Conseil arbitral et le Conseil supérieur des assurances sociales, en ce qui concerne les prestations. Ainsi l'empirisme législatif a réussi à allier le maximum de garanties pour les administrés au maximum de libertés pour leurs collectivités.

#### TABEAU DES COTISATIONS.

##### *Assurance-maladie-maternité:*

Patrons	Ouvriers
2 %	4 %
(plafond du salaire cotisable: 180 fr. par jour civil)	

##### *Assurance-invalidité-vieillesse-décès:*

Patrons	Ouvriers
5 %	5 %

##### *Assurance supplémentaire des travailleurs des mines:*

Patrons	Ouvriers
7 %	1,5 %
(plafond du salaire cotisable: 5400 fr. par mois)	

##### *Assurance supplémentaire des ouvriers de la sidérurgie:*

Patrons	Ouvriers
60 fr. par mois	30 fr. par mois

##### *Allocations familiales:*

Patrons	Ouvriers
4,5 %	—
(taux provisionnel fixé par la loi du 20 octobre 1947)	

Patrons	Employés
1,5 %	3 %
(plafond d'affiliation obligatoire: 5000 fr. par mois)	

Patrons	Employés
5 %	5 %
(plafond du salaire cotisable: 10.000 fr. par mois)	

Patrons	Employés
10 %	1,5 %
(plafond du salaire cotisable: 5400 fr. par mois)	

Patrons	Employés
2 % — 3 %	—
(taux probables résultant des comptes de l'exercice 1947 — plafond du sa- laire cotisable: 10.000 fr. par mois)	

Pour l'appréciation de la charge globale il convient de ne pas perdre de vue:

1° que les cotisations d'assurance-accidents ne figurent pas au tableau qui précède, parce qu'établies en fonction des risques propres aux différentes catégories d'exploitations — ce qui, ailleurs, confirme que, bien plus qu'une charge sociale proprement dite, elles constituent une charge technique des entreprises;

2° que les cotisations sont, en principe, établies sur le salaire effectif, sans limitation, et que les plafonds résultant de dispositions spéciales dépassent dans les systèmes généraux la moyenne des salaires;

3° que certaines charges — congés payés obligatoires — qui ailleurs font l'objet d'un système de prévoyance rentrant dans le cadre de la sécurité sociale — sont portées ici directement par les patrons sans l'intermédiaire d'une caisse sociale.

Les fonds prélevés par voie de cotisation ne font que partiellement l'objet d'une redistribution actuelle. En principe, les rentes sont garanties collectivement par voie de capitalisation, qu'il s'agisse de la constitution des capitaux représentatifs des rentes échues comme dans l'assurance-accidents et dans l'assurance-invalidité-vieillesse ouvrière, ou de la couverture des droits en cours de formation comme dans l'assurance-pension des employés privés et dans les assurances supplémentaires, suivant le procédé de la

### III. — Charges financières.

Les prestations continuent d'être couvertes principalement par voie de cotisation sur les salaires.

Les taux de cotisation suivants sont actuellement appliqués dans les différents secteurs.

prime moyenne constante par hypothèse de la pérennité de fonctionnement des régimes.

Il résulte de ce système que les institutions d'assurance sociale comptent à l'heure actuelle parmi les plus importants formateurs de capitaux du pays. Si l'on veut bien considérer l'évolution démographique en cours et l'importance des ressources requises à l'avenir, on comprendra les préoccupations croissantes de ces institutions au sujet de l'orientation productive de leurs capitaux.

L'Etat contribue au financement d'une façon de plus en plus large. Cette contribution comprend notamment la prise en charge des frais administratifs pour le tout — chômage, allocations familiales — ou pour moitié — assurance-maladie, assurance-accidents et assurances-invalidité-vieillesse-décès —, le service des secours de chômage, la participation aux cotisations d'assurance-maladie des crédiérentiers et l'octroi de parts spéciales dans les rentes-invalidité-vieillesse-décès ouvrières et de suppléments à certaines pensions d'employés; la loi du 21 juin 1946 prévoit de plus que l'Etat fournira à l'Etablissement d'assurance-invalidité les moyens nécessaires en dehors des cotisations fixées à 10 % et des autres revenus de l'Etablissement pour garantir les prestations incombant légalement audit Etablissement. Outre cette contribution qu'on peut qualifier d'organique, l'Etat subvient pour la majeure partie à l'adaptation des rentes



au coût de la vie. De leur part, les communes sont tenues de rembourser à l'Etat le quart des indemnités de chômage et le cinquième de ses parts dans les rentes-invalidité-vieillesse-décès ouvrières.

Ainsi, considéré dans son ensemble, le financement du régime se présente sous l'aspect d'une résorption assez importante du fonds de salaire, d'une concentration des-mains collectives d'une portion des facultés d'épargne privées et d'une redistribution, bien que très atténuée, du revenu national.

### Considérations finales.

On aura sans doute remarqué au cours de cet exposé que, si le régime de prévoyance sociale

du pays ne cesse de fonctionner suivant les principes traditionnels de l'assurance sociale, il évolue en même temps de plus en plus nettement dans le sens des conceptions les plus récentes de la sécurité sociale. Il suffira de rappeler à cet égard l'extension progressive du champ d'application du régime et la mise à contribution accrue de la solidarité nationale par les interventions financières de l'Etat. Mais sans doute l'adaptation continue des prestations aux besoins par le relèvement en substance des rentes et par la prise en considération généraliste de la famille doit-elle être considérée comme la caractéristique essentielle d'une orientation vers un régime garantissant de plus en plus efficacement par des voies sociales la condition sociale de la personne et de la famille.

## Le problème des réparations allemandes

### I. — Economie générale du plan des réparations.

La première ébauche de ce plan a été esquissée à la *Conférence de Yalta* (février 1945) qui réunissait les chefs des Gouvernements du Royaume-Uni, des Etats-Unis et de l'U. R. S. S. L'accord résultant de cette conférence, en effet, après avoir proclamé le principe de la réparation des dommages et des pertes causés par l'Allemagne au cours de la deuxième guerre mondiale :

- 1° énonçait le principe des réparations en nature et leurs formes principales (équipement industriel, avoirs allemands à l'étranger, production courante, main-d'œuvre);
- 2° établissait entre les bénéficiaires des réparations une certaine priorité moyennant un critère qui donnait la préférence aux pays qui avaient fourni le plus gros effort de guerre;
- 3° opérait une répartition des réparations par moitié entre l'U. R. S. S., d'un côté, et les autres pays alliés, de l'autre;
- 4° créait une commission alliée des réparations qui devait établir un plan détaillé pour le prélèvement des réparations en Allemagne.

Le montant total des réparations n'avait pu être établi, sauf que l'U. R. S. S. et les U. S. A. étaient tombés d'accord pour recommander à la commission alliée des réparations de tenir compte, dans leurs travaux, d'un montant de 20 milliards de dollars.

La *Conférence de Potsdam* qui s'est réunie en juillet 1945 a approfondi les principes formulés à Yalta et s'est efforcée d'en tirer les conclusions sur le plan pratique.

Dans l'esprit des auteurs de l'accord de Potsdam, l'équipement industriel et les avoirs allemands à l'étranger devaient constituer les sources principales des réparations. Le sort de la pro-

duction courante est resté incertain. Cette forme de réparation n'a pas été exclue formellement, mais elle a été grevée d'une lourde hypothèque en ce sens que, aux termes du chapitre III B, alinéa 19, de l'accord de Potsdam, « les recettes provenant des exportations dues à la production courante et aux stocks devront être en premier lieu disponibles pour le paiement des importations nécessaires au peuple allemand pour subsister sans aide extérieure ».

Il n'est plus fait état à Potsdam de l'utilisation de la main-d'œuvre allemande comme d'une forme de réparations.

Quant à la répartition des réparations, l'accord de Potsdam maintient la répartition entre le groupe Russie-Pologne, d'un côté, et le groupe des puissances de l'ouest, de l'autre.

La Russie sera satisfaite par des prélèvements à effectuer dans sa zone d'occupation et les avoirs allemands saisis en Bulgarie, Finlande, Hongrie, Roumanie et Autriche orientale. Elle s'engage à satisfaire sur sa propre part les demandes de la Pologne.

Les autres victimes de l'agression allemande seront satisfaits par les zones occidentales et les avoirs allemands saisis dans ces pays.

En plus des réparations à prélever dans sa propre zone, l'U. R. S. S. a droit à 25 % du volume total de l'équipement industriel qui deviendra disponible pour les réparations dans les zones occidentales. 10 % sur ces 25 % seront fournis sans condition de paiement ou d'échange, tandis que les autres 15 % donneront lieu à des prestations en échange, c'est-à-dire des prestations russes en matières premières.

Il a été finalement prévu une période d'exécution extrêmement courte. Le montant global de l'équipement disponible devait être établi avant six mois et les transferts devaient être terminés dans le délai de deux ans, à partir du 2 août 1945.

La question des réparations cependant ne présente qu'un aspect de l'avenir et du statut éco-

nomiques de l'Allemagne. Pour bien la comprendre, il faut voir la politique potsdamienne à l'égard de l'Allemagne dans son ensemble.

Le statut économique de l'Allemagne devait aux yeux des auteurs de l'accord de Potsdam être organisé en fonction de trois idées fondamentales : réparations substantielles, sécurité militaire, niveau industriel conservant au peuple allemand les ressources minima indispensables pour subsister sans aide extérieure. Entre ces trois idées existe une corrélation étroite et essentielle. Le volume des biens de réparation, étant donné qu'il n'a pas été établi à priori et invariablement, dépend toujours du désarmement industriel qu'on imposera à l'Allemagne pour des raisons de sécurité et de la capacité qu'on estime devoir laisser au peuple allemand pour vivre. Il est évident que, si la sécurité ne paraît plus commander le désarmement industriel massif prévu après la victoire, le pool des biens de réparations sera privé d'un important apport, de même que, si le niveau industriel admis au début se révèle insuffisant et devra être relevé, le volume des réparations et les exigences du désarmement s'en ressentiront. Tout le problème des réparations sera ainsi une lutte entre ces trois exigences solidaires et corrélatives.

Après Potsdam il restait à déterminer les modalités de la répartition des réparations entre les ayants droit et de créer l'organisme qui s'occuperait de cette répartition. Ce fut la tâche de la *Conférence de Paris* (9 novembre 1945 — 21 décembre 1945).

L'Acte de Paris sur les réparations a fixé des taux de répartition pour chacun des pays bénéficiaires. Ces taux ont été inscrits dans deux catégories distinctes A et B, entre lesquelles se répartissent les différentes formes de réparations. Elles sont pour la catégorie A :

- 1° les avoirs allemands tant dans les pays ayant droit aux réparations que dans les pays neutres,
  - 2° les contreprestations russes,
  - 3° la production courante;
- pour la catégorie B :
- 1° les navires marchands,
  - 2° l'outillage et l'équipement industriel en capital,
  - 3° les bâtiments de la navigation intérieure,
  - 4° les approvisionnements ennemis capturés, c'est-à-dire le butin de guerre cédé par les autorités militaires alliées aux Gouvernements pour les besoins civils.

Les quotas qui ont été fixés pour le Luxembourg sont pour la catégorie A 0,15 %, pour la catégorie B 0,40 %. C'est dans les quotes-parts des deux catégories que s'inscrivent les valeurs et les biens que le Luxembourg recevra au titre des réparations. Ces valeurs représenteront la compensation des créances issues de la guerre.

L'Acte de Paris a en outre posé les critères qui devront régir la répartition entre les différents bénéficiaires, a établi les règles fondamentales de comptabilisation des biens de réparation et réglé le sort des avoirs allemands à l'étranger.

Il a finalement confié à l'Agence Interalliée des Réparations (I. A. R. A.) à Bruxelles la tâche complexe de répartir entre les Gouvernements signataires les réparations allemandes conformément à ses dispositions.

## II. — Bilan actuel des réparations.

### A. — SUR LE PLAN DE L'I. A. R. A.

En catégorie A, la forme de réparations la plus importante est représentée par les avoirs allemands à l'étranger tant dans les pays neutres que dans les pays membres de l'I. A. R. A. Ces avoirs pour les pays membres de l'I. A. R. A. sont évalués à environ 850 millions de RM. valeur 1938. Quant aux pays neutres, la valeur des avoirs allemands n'est encore connue que pour la Suède (132 millions RM. 1938) et pour la Suisse (125 millions RM. 1938).

Les négociations avec les autres puissances neutres sur la liquidation des avoirs allemands et la mise à la disposition de l'I. A. R. A. n'ont pas encore abouti.

Les livraisons au titre des contreprestations russes se sont limitées à une prestation unique d'une valeur approximative de 10 millions de RM. L'importance des livraisons à recevoir à ce titre se chiffre à environ 152 millions de RM. 1938.

Les prestations de biens à prélever sur la production courante et sur les stocks ont été jusqu'à présent refusées par les autorités d'occupation de l'Allemagne occidentale du fait que la production courante doit garantir le paiement des importations permettant à l'Allemagne de subsister sans aide extérieure. Tant que l'Allemagne n'aura pas rétabli sa balance commerciale et remboursé les frais d'occupation, les Puissances occupantes des zones occidentales ne l'astreindront pas à payer cette forme de réparations.

En catégorie B, la seule forme de réparation qui ait une importance supérieure est celle représentée par l'équipement industriel en capital. Conformément au nouveau plan de démontage, la bizonie mettra à la disposition, aux fins de réparations, environ 680 usines d'une valeur de 800 millions de RM. La zone française fournira 176 entreprises d'une valeur de 100 millions de RM. Ce plan de démontage est cependant susceptible de modifications et est sujet à l'approbation du Conseil de contrôle allié à Berlin.

La marine marchande, au total 750.000 tonnes, d'une valeur de 170 millions de RM., a été répartie entre les pays qui avaient eu des pertes en bateaux.

La fraction disponible des bâtiments de la navigation intérieure n'a pas encore été déterminée. Il y a des raisons sérieuses d'admettre qu'en présence de la pénurie des moyens de transport en Allemagne rien ne deviendra disponible à ce titre.

Les approvisionnements ennemis capturés et ayant servi à des besoins civils ne représenteront pas plus de 80 millions de RM.

## B. — SUR LE PLAN NATIONAL.

Le bilan des réparations sur le plan luxembourgeois se résume succinctement de la façon suivante :

En catégorie A, la valeur des avoirs sous séquestre s'élève à environ 150 millions fr. lux. Cette évaluation certes est sujette à fluctuation, mais dès à présent, étant donné le faible volume des biens de la catégorie A, les droits du Luxembourg dans cette catégorie (0,15 %) sont assez largement dépassés. Il y aura lieu d'imputer ce dépassement sur la marge qui restera disponible en catégorie B.

En catégorie B, nous avons prélevé des machines d'une valeur totale de 1,6 millions de RM. 1938. Notre position dans cette catégorie se rapproche de l'équilibre.

## III. — Avenir des réparations.

Le programme des réparations qui au début avait nourri tant d'espoirs s'est peu à peu amenuisé et a perdu actuellement beaucoup en importance. La question des réparations, question primordiale au lendemain de la guerre, a, par suite d'une évolution lente, mais implacable, été reléguée à l'arrière-plan.

Cette évolution s'est poursuivie sur un double plan : allemand et européen.

La politique potsdamienne relative au statut économique de l'Allemagne avait eu son fondement dans les idées de Morgenthau qui entendait faire de l'Allemagne, industrialisée à outrance, une Allemagne pastorale, agricole et docile. Cette politique avait trouvé son expression concrète dans un premier plan industriel pour l'Allemagne qui fixait sa capacité industrielle à un niveau permettant une production égale de 70—75 % de la production de 1936. Ce plan ne fut cependant pas réalisé, parce que les données sur lesquelles il avait été édifié se sont avérées fausses. En effet, l'unité économique de l'Allemagne n'a pas pu se faire et la région agricole de l'Est de ce fait ne pouvait pas contribuer à l'entretien du peuple allemand. Ensuite, l'Allemagne, dont le territoire a été réduit de  $\frac{1}{5}$ , a dû recevoir 4 à 5 millions de personnes transférées des régions orientales. Finalement, le manque de charbons, de matières premières, de main-d'œuvre, la destruction complète de l'organisation politique et administrative, les charges résultant de l'occupation ont déséquilibré la balance entre les besoins d'importation et la production industrielle exportable nécessaire à la couverture de ces besoins. Le déficit retombait à la charge des puissances occupantes responsables de la gestion des zones. L'unique moyen d'y parer paraissait être aux yeux des Anglo-Américains d'accroître, aux dépens des réparations et de la

sécurité, la capacité industrielle de l'Allemagne occidentale. Ce fut là l'objectif du *plan industriel révisé pour la bizonie* publié le 29 août 1947. Tirant les conclusions de ce fait sur le plan de réparations, les commandants des zones dressèrent un nouveau programme de démontage qui n'est que le corollaire du plan industriel révisé et dont l'ampleur a été décrite ci-dessus. Voilà donc déterminée par le fardeau et la responsabilité qu'implique pour certaines puissances occupantes la gestion de leur zone une évolution qui tendait à libérer l'Allemagne des restrictions et des entraves de la politique potsdamienne des réparations.

Sur le plan européen, on s'est trouvé au début de l'année 1947 devant une situation économique, politique et sociale vraiment alarmante. M. Marshall, ayant constaté ce fait dans un discours retentissant du 5 juin 1947, a demandé aux peuples d'Europe de prendre l'initiative de l'établissement d'un programme de redressement économique, d'un plan de guérison. Dans l'élaboration de ce plan on a reconnu sur le champ le rôle important que la capacité industrielle de l'Allemagne aurait à jouer dans cet effort. Alors que, à Potsdam, on proclamait encore qu'« on laissera à l'Allemagne assez de ressources pour lui permettre de subsister sans aide extérieure », il est maintenant reconnu généralement que la reconstruction allemande est nécessaire, voire essentielle à la renaissance de l'Europe. Il apparaît d'une façon cependant évidente que la reconstruction allemande ne pourra se faire qu'au détriment des réparations, tant des réparations à fournir en biens de la production courante qu'en biens d'équipement industriel.

En attendant, l'Allemagne contribuera à ce redressement économique européen dans la limite du plan industriel révisé et du plan de démantèlement qui en est le corollaire. La consécration conférée à ces derniers par le plan Marshall n'a cependant rien de définitif. Il suffira qu'un jour l'on se rende compte que les calculs des experts sont faux, que le programme de démontage compromet la contribution allemande au redressement européen, qu'un événement important nouveau impose l'adaptation à des exigences nouvelles pour que s'ensuive une révision de la politique des réparations.

Le problème des réparations est ainsi entré dans un stade changeant et essentiellement dynamique. Autrefois, il était commandé par les exigences de la sécurité et du niveau de vie raisonnable de l'Allemagne. Actuellement, il se subordonne aux postulats d'une organisation économique, politique et peut-être militaire de l'Europe occidentale.

Nic. Hommel,

délégué suppléant à l'I. A. R. A.



# Principaux résultats du recensement de la population du 31 décembre 1947

Le recensement de la population du 31 décembre 1947, ordonné par arrêté grand-ducal du 4 décembre 1947, a été effectué d'après les trois points de vue ci-après:

- 1° d'après la *population légalement domiciliée ou politique*, en vue de déterminer le nombre de députés assignés à chacune des quatre circonscriptions électorales et celui de conseillers assignés à chaque commune et section de commune;
- 2° d'après la *population présente ou de fait*, qui est prise en considération, entre autres, pour la répartition du fonds communal;
- 3° d'après la *population de résidence habituelle*, qui est établie notamment en vue de la détermination de la part du Grand-Duché dans les revenus de l'Union économique belgo-luxembourgeoise.

Les chiffres des trois populations se présentent comme suit:

population politique . . .	290.057
population présente . . .	286.786
population résidente . . .	290.992

La différence entre la population présente et les deux autres populations résulte notamment du fait que sont encore comprises dans les populations politique et résidente un grand nombre de personnes éloignées du pays par faits de guerre et non encore rentrées.

En étudiant plus spécialement les variations du chiffre de la population par rapport au passé, il semble indiqué de se reporter à une année normale d'avant-guerre, précisément à l'année 1935, et de tabler, dans ce cas, sur la *population de résidence habituelle*. De cette façon, les chiffres à comparer s'établissent comme suit:

Population de résidence en 1947 .	290.992
Population de résidence en 1935 .	296.913

La différence en moins pour 1947 est donc de 5.921 habitants ou de 2 %. Ne sont pas encore compris dans ce chiffre la majorité des jeunes gens disparus du chef de leur enrôlement forcé dans les armées ennemies, de sorte que la perte totale atteindra finalement le chiffre de 8.000.

La densité de la population par kilomètre carré s'établit en 1947 à 112,5 contre 114,8 en 1935. Les chiffres respectifs sont de 274 pour la Belgique (1945), de 279 pour les Pays-Bas (1945) et de 74 pour la France (1946).

Les détails de la diminution sensible de notre population devront faire l'objet d'études spéciales ultérieures. Relevons d'ores et déjà parmi les causes principales:

- 1° les pertes subies du chef des effets immédiats de la guerre;
- 2° la diminution du nombre des étrangers rentrés dans leurs pays d'origine;
- 3° l'abandon volontaire de leur résidence et leur fuite à l'étranger d'un certain nombre de nationaux;
- 4° le nombre fortement diminué des naissances (la moyenne annuelle des naissances vivantes depuis 1936 est de 4.333, celle des dix années antérieures de 5.308).

La population de résidence habituelle des deux recensements de 1947 et de 1935 se répartit dans les cantons comme suit:

Cantons	1947	1935	Augmentations ou diminutions
Luxembourg-ville	61.996	57.740	+ 4.256
Capellen	16.025	16.757	- 732
Esch	94.904	97.943	- 3.039
Luxembg.-camp.	14.904	14.481	+ 423
Mersch	12.447	12.714	- 267
Clervaux	12.117	13.585	- 1.468
Diekirch	16.814	17.791	- 977
Redange	11.657	12.024	- 367
Wiltz	12.446	13.580	- 1.134
Vianden	2.356	2.732	- 376
Echternach	10.293	11.152	- 859
Grevenmacher	14.446	15.413	- 967
Remich	10.587	11.001	- 414
Total	290.992	296.913	- 5.921

A l'exception de la ville de Luxembourg et de Luxembourg-campagne, tous les autres cantons accusent des baisses. Proportionnellement, les baisses enregistrées se présentent dans les différents cantons comme suit: Mersch 2,1 %, Redange 3,0 %, Esch 3,1 %, Remich 3,8 %, Capellen 4,4 %, Diekirch 5,5 %, Grevenmacher 6,3 %, Echternach 7,7 %, Wiltz 8,8 %, Clervaux 10,8 % et Vianden 13,8 %. Sans vouloir anticiper les résultats de recherches ultérieures, il y a lieu de constater cependant dès maintenant que ce sont les contrées les plus éprouvées par la guerre qui accusent les plus fortes diminutions de la population.

Des 126 communes du pays, 107 accusent des diminutions, dépassant dans 4 communes le chiffre de 20 % de la population de 1935 (Beaufort, Fohren, Hoscheid, Hosingen). Dans 22 autres communes, la régression varie entre 10 et 20 %.

# Population de résidence habituelle du Grand-Duché et des Cantons, depuis 1880

Cantons	Superficie km <sup>2</sup>	1880	1890	1900	1905	1910	1916	1922	1927	1930	1935	1947
<i>Population de résidence habituelle</i>												
Luxembourg-Ville . . . .	51,46	30.205	32.767	39.123	42.860	45.169	45.702	46.530	50.911	53.837	57.822	61.996
Capellen . . . . .	199,21	16.285	15.526	15.670	15.633	15.933	16.048	16.054	16.613	16.814	16.757	16.025
Esch . . . . .	242,76	24.667	33.626	51.814	57.233	68.579	73.416	74.329	92.715	104.940	97.943	94.904
Luxembourg-Campagne . .	187,00	13.294	12.630	12.474	12.608	12.659	12.748	13.210	13.621	14.070	14.399	14.904
Mersch . . . . .	223,90	14.319	12.949	12.599	12.569	12.274	12.119	12.316	12.581	12.711	12.714	12.447
Clervaux . . . . .	302,34	14.152	13.547	13.896	14.393	14.738	15.006	14.229	13.933	13.654	13.585	12.117
Diekirch . . . . .	239,37	19.149	18.305	18.231	18.642	18.516	18.818	17.766	17.995	17.954	17.791	16.814
Redange . . . . .	267,14	15.342	14.975	14.115	14.080	13.960	13.772	12.947	12.564	12.239	12.024	11.657
Vandenberg . . . . .	54,08	3.294	3.024	2.848	2.862	2.858	2.817	2.681	2.656	2.660	2.732	2.356
Wiltz . . . . .	294,32	16.655	14.865	13.958	13.957	13.933	13.925	13.311	13.720	13.627	13.580	12.446
Echternach . . . . .	185,54	13.781	12.419	12.406	12.768	12.389	12.021	11.750	11.269	11.013	11.152	10.293
Grevenmacher . . . . .	211,37	15.504	14.685	15.348	16.226	16.162	15.426	15.160	15.045	15.346	15.413	14.446
Remich . . . . .	127,87	13.860	12.163	12.192	12.057	11.857	11.672	11.360	11.079	10.917	11.001	10.587
Grand-Duché . . . . .	2 586,36	210.507	211.481	234.674	245.888	259.027	263.490	261.643	284.702	299.782	296.913	290.992
<i>Densité (Habitants par km<sup>2</sup>)</i>												
Grand-Duché . . . . .		81,39	81,77	90,74	95,07	100,15	101,88	101,16	110,00	115,91	114,80	112,51

Tous les chiffres se rapportent au territoire actuel des cantons.

## Accord culturel belgo-luxembourgeois

*Le Bulletin d'Information, N° 3 (4<sup>me</sup> année), annonçait à la page 35 la conclusion d'un nouvel accord culturel belgo-luxembourgeois. Nous publions ci-après le texte de l'accord.*

Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse de Luxembourg, d'une part, et

Sa Majesté le Roi des Belges, d'autre part, animés d'un égal désir d'étendre et d'adapter aux circonstances nouvelles l'Accord arrêté entre les deux pays le 21 septembre 1923 touchant leurs relations intellectuelles, ont résolu de conclure à cet effet un nouvel accord concernant leurs relations culturelles et intellectuelles et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse de Luxembourg:

S. Exc. M. Joseph Bech, Ministre d'Etat honoraire, Ministre des Affaires Etrangères, et

S. Exc. M. Nicolas Margue, Ministre de l'Education Nationale, des Arts et des Sciences;

Sa Majesté le Roi des Belges:

S. Exc. M. Camille Huysmans, Ministre de l'Instruction Publique, et

S. Exc. M. le Vicomte Joseph Berryer, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Belgique à Luxembourg;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

**Art. 1<sup>er</sup>.** — Le présent Accord a pour but de favoriser par tous les moyens la collaboration des deux pays dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture et d'établir un échange permanent de personnes, de matériel et de documentation dans ces domaines.

**Art. 2.** — Afin de résoudre les questions que posera la mise en application du présent Accord, il sera constitué une Commission mixte. Elle se composera de huit membres; chacune des parties contractantes sera représentée par quatre membres. La composition et le fonctionnement de la Commission seront régis par les principes suivants:

1<sup>o</sup> Les membres de la Commission seront nommés pour le Grand-Duché par le Ministre de l'Education Nationale, des Sciences et des Arts; pour la Belgique par le Ministre de l'Instruction Publique. La liste des membres de chaque partie contractante sera transmise pour approbation au Gouvernement de l'autre partie par la voie diplomatique.

2<sup>o</sup> La Commission mixte se réunira en séance plénière chaque fois que la nécessité s'en fera sentir et au moins une fois par an, alternativement au Luxembourg et en Belgique. Ces réunions seront présidées par une neuvième personnalité, de préférence par le Ministre de l'Instruction Publique du pays, siège de la réunion, ou son délégué.

3<sup>o</sup> Pour les questions d'ordre technique, il sera loisible à chaque partie contractante de

créer des comités consultatifs. Sur invitation de la Commission mixte, un ou plusieurs membres de ces comités pourront assister aux réunions de la Commission mixte avec voix consultative.

**Art. 3.** — Après ratification de la Convention par les Gouvernements des deux pays, les réglementations qui en résultent seront publiées telles qu'elles ont été arrêtées par la Commission mixte par un acte officiel qui sera joint en annexe au présent Accord. Ces réglementations ainsi que toutes les modifications ou additions aux dites réglementations se feront sur la proposition de la Commission mixte et après approbation par les Gouvernements des deux pays.

**Art. 4.** — Les deux parties contractantes favoriseront l'échange de professeurs des divers ordres d'enseignement représentés dans les deux pays ainsi que de membres d'institutions scientifiques. Les Ministres des deux pays détermineront les modalités de cet échange.

**Art. 5.** — Les élèves ou étudiants d'un pays auront les mêmes facilités d'accès aux écoles, aux institutions scientifiques, aux grades et diplômes institués dans l'autre pays que les élèves ou étudiants nationaux.

La Commission mixte étudiera les possibilités d'établir des équivalences entre les diplômes et grades des deux pays. Toutefois, l'équivalence de ces grades et diplômes n'entraînera pas de modification des conditions fixées par les lois et règlements pour l'accès aux carrières et aux fonctions correspondantes dans l'un ou l'autre pays.

**Art. 6.** — Chaque partie contractante déclare vouloir favoriser la collation de bourses pour permettre aux étudiants et savants de poursuivre leurs études ou leurs recherches dans le pays co-contractant. La Commission mixte pourra faire des propositions aux Gouvernements intéressés pour ce qui concerne le nombre de ces bourses et toute réglementation pratique ultérieure.

**Art. 7.** — Chaque partie contractante encouragera la participation des personnes visées aux articles 4 et 5 aux cours de vacances organisés dans l'autre pays ainsi que l'organisation dans l'un ou l'autre pays de visites en groupe du personnel scientifique et enseignant, d'élèves, d'amateurs d'art. Les deux pays s'appliqueront spécialement à favoriser le tourisme des jeunes et la collaboration entre les mouvements de jeunesse des deux pays.

**Art. 8.** — Les deux parties contractantes procéderont à un échange d'informations et de documentation sur toutes les questions touchant l'organisation de la vie intellectuelle. Elles favoriseront le contact et la coopération des associations d'ordre culturel des deux pays.



*Art. 9.* — Elles intensifieront également l'échange culturel et intellectuel par l'organisation de concerts, de représentations dramatiques, de conférences, d'expositions artistiques et scientifiques, par la diffusion de livres et de périodiques, par le film et la radio.

*Art. 10.* — Les parties contractantes se consulteront en vue de la préservation et du développement de leurs intérêts culturels communs à l'étranger.

*Art. 11.* — Le présent Accord se substituera, à la date de la mise en vigueur, à l'Accord relatif aux relations intellectuelles entre la Belgique et le Luxembourg, signé à Luxembourg, le 21 septembre 1923, qui cessera de produire ses effets.

*Art. 12.* — Le présent Accord sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Bruxelles dans le plus bref délai possible.

L'Accord entrera en vigueur à la date de l'échange des instruments de ratification.

*Art. 13.* — Le présent Accord est conclu pour une durée de cinq ans, à partir de la date à laquelle il entre en vigueur. Cependant, s'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il sera prolongé par tacite reconduction pour une nouvelle période de cinq ans.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Luxembourg en deux exemplaires, le 27 mars mil neuf cent quarante-huit.

## Exposition de Peinture Hollandaise à Luxembourg

Dans le cadre de l'accord culturel hollando-luxembourgeois, actuellement en préparation entre les deux Gouvernements, une exposition d'œuvres des impressionnistes néerlandais était ouverte à Luxembourg dans les salles du Musée de l'Etat, du 3 au 25 avril 1948.

Cette exposition comprenait 88 tableaux d'impressionnistes hollandais appartenant aux deux écoles de La Haye et d'Amsterdam. Les peintres suivants y étaient représentés: August Allabé, Johannes Bosboom, George Hendrik Breitner, Paul Joseph Constantin Gabriel, Vincent Willem Van Gogh, Isaac Israels, Jozef Israels, Johan Barthold Jongkind, Jacob Hendricus Maris, Matthijs Maris, Willem Maris, Anton Mauve, Willem Bastiaan Tholen, Floris Hendrik Verster, Hendrik Johannes Weissenbruch et Wilhelmus Zwart.

L'ouverture de l'exposition qui eut lieu samedi, 3 avril, revêtit une solennité exceptionnelle par la présence de LL. AA. RR. le Grand-Duc héritier et la Princesse Marie-Gabrielle, de M. le Dr J. J. Gielen, Ministre de l'Instruction, des Arts et des Sciences des Pays-Bas, et de M. Nicolas Margue, Ministre de l'Education Nationale de Luxembourg. Parmi la nombreuse assistance, il convient de relever en outre S. Exc. M. van Romburgh, Ministre Plénipotentiaire des Pays-Bas, représentant M. l'Ambassadeur des Pays-Bas à Bruxelles, S. Exc. M. Pierre Saffroy, Ministre de France à Luxembourg, M. van Heerszwynghels, Conseiller à la Légation de Belgique, M. George P. Waller, Chargé d'Affaires des Etats-Unis d'Amérique, et M. Emile Hamilius, Bourgmestre de Luxembourg.

M. le Ministre Margue prononça le discours d'inauguration suivant:

Altesse Royale,  
Excellences,  
Mesdames,  
Messieurs,

Les salles de notre Musée destinées aux expositions temporaires s'ouvrent aujourd'hui pour

des hôtes nouveaux. C'est la première fois que la Hollande y délègue ses peintres. L'honneur est grand pour la maison, comme le plaisir est immense pour tous ceux qui, dans notre petit pays, s'occupent des choses de l'art.

Il est donc juste qu'un vernissage tellement prometteur revête un éclat particulier. Comment ce caractère de solennité pourrait-il être mieux relevé que par Votre présence, Altesse Royale? En daignant assister à cette cérémonie, Vous rendez hommage non seulement aux artistes qui ont créé ces œuvres, mais aussi au pays ami qui les a vus naître et dont ils resteront une des gloires les plus pures.

Nous saluons ce pays en votre personne, Monsieur le Ministre de l'Instruction Publique. Quel plus grand plaisir auriez-vous pu nous faire que de venir personnellement nous confier pour quelques semaines ces chefs d'œuvres de vos grands artistes? Nous pourrions ainsi de vive voix vous remercier de l'empressement spontané avec lequel votre Gouvernement a répondu à notre désir, puisque pour un peintre que nous avions demandé vous nous en envoyez une quinzaine et des plus célèbres. Je suis heureux de comprendre dans ces remerciements tous vos collaborateurs qui, à des titres divers, ont contribué à la réalisation de cette entreprise: le Dr Bender, Chef des relations extérieures à votre Ministère, le professeur van Gelder et le conservateur Schuurman qui l'ont conçue en Hollande et montée à Luxembourg, le conservateur Hamacher qui a préfacé le catalogue, les conservateurs de Musée qui, pour quelques semaines, ont bien voulu se dessaisir de leurs trésors.

Si nous regrettons que votre distingué représentant à Luxembourg, le Jonkheer van der Maesen de Sombreff, soit empêché par son état de santé d'assister à l'ouverture d'une exposition pour laquelle il marquait tant d'intérêt, nous avons en revanche le plaisir de saluer parmi nous la présence d'un ami éprouvé et fidèle du Luxembourg, M. le Ministre Plénipotentiaire van

Romburgh, qui nous fait l'honneur d'assister à cette solennité.

Mesdames, Messieurs,

De nombreux liens ont, dans le passé, uni notre pays à la Hollande. Durant de longs siècles, nos destinées se confondaient ou se touchaient sous le signe d'une même évolution historique. Quand, en 1815, notre pays, après quatre siècles de domination étrangère, recouvra son indépendance, il restait uni à la Hollande par la personne de ses souverains. Les noms de vos rois, Messieurs, figurent dans le préambule d'un grand nombre de nos lois encore en vigueur, leurs effigies ornent nos manuels d'histoire, nos timbres et jusqu'à nos places publiques.

A peine les deux pays avaient-ils, pendant quelques décades, suivi une évolution différente que les grands événements mondiaux les ont rapprochés pour une union nouvelle. Envahis le même jour, le Luxembourg et la Hollande, quoique sans frontière commune, ont subi une destinée similaire. Tandis que nos Souveraines assuraient auprès des alliés la continuité de notre existence internationale, votre peuple et le nôtre opposaient le même courage et le même mépris aux leures et aux menaces d'un ennemi pervers qui essayait de se faire pardonner la brutalité de son usurpation par ce qu'il appelait la conquête morale des cœurs et des esprits.

La guerre a préparé le terrain d'entente pour nos Gouvernements, elle a scellé l'amitié de nos peuples.

Pour rester amis, il faut se connaître. Dans le Luxembourg, on a une grande estime pour votre pays, mais on le connaît peu. A part quelques-uns de nos peintres qui, attirés par le prestige de vos traditions artistiques, par les trésors de vos Musées, par la poésie de vos ports, de vos canaux, de vos paysages, ont de tout temps pris le chemin de la Hollande, à part nos jeunes agriculteurs pour qui votre pays est une école de progrès, un exemple d'étonnante productivité agricole, trop peu de nos compatriotes ont l'expérience de votre pays, de ses ressources multiples, de ses charmes variés.

Comme pour Baudelaire qui a dédié à votre pays des louanges réservées généralement aux pays classiques :

Là, tout n'est qu'ordre et beauté,

Luxe, calme et volupté,

le message de vos glorieux peintres sera pour nous une invitation au voyage, un plaidoyer pour

la beauté d'un pays glorifié par tant de palettes illustres.

Tout ce qui est beau, réunit, dit Claudel. Puisse donc cette vision du beau, que vous nous offrez, affermir entre nos deux nations le sentiment de la solidarité, de cette solidarité qui est à la base de nos récents accords économiques et culturels, de cette solidarité dont, par les temps qui courent, le monde a si grandement besoin. —

Dans son discours, M. le Dr Gielen, Ministre de l'Instruction des Pays-Bas, esquissa l'évolution du courant impressionniste aux Pays-Bas et présenta au public luxembourgeois les œuvres de ses illustres compatriotes. Le Ministre néerlandais conclut en exprimant son désir et son espoir de voir les relations culturelles se développer de plus en plus intenses entre les trois membres du groupe Benelux.

La réalisation de l'exposition était due à la collaboration des personnalités néerlandaises et luxembourgeoises suivantes : Du côté néerlandais : MM. le Dr F. Bender, chef de la section des Relations culturelles avec l'Etranger du Ministère de l'Instruction, des Arts et des Sciences, J. Engelmann, homme de lettres, le professeur Dr J. G. van Gelder, professeur de l'histoire de l'Art, A. M. Hammacher, directeur du Musée Kröller-Müller, H. L. Jaffe, conservateur du Musée Municipal d'Amsterdam, Jhr. W. G. J. B. Sandberg, directeur du Musée Municipal à Amsterdam, K. E. Schuurman, conservateur au Musée Municipal à La Haye, le Dr N. R. A. Vroom, chef de la section Arts du Ministère de l'Instruction, des Arts et des Sciences ; du côté luxembourgeois : MM. Joseph Meyers, professeur, conservateur du Musée d'Histoire, Joseph-Emile Muller, chargé d'éducation esthétique au Ministère de l'Education Nationale, Joseph Petit, professeur, attaché de presse au Ministère d'Etat, Georges Schmitt, conservateur adjoint aux Musées de l'Etat, Mathias Thinnès, professeur, attaché au Ministère des Arts et des Sciences.

\*

Le lundi, 19 mars, M. le Dr A. B. de Vries, Directeur du Musée Royal de tableaux (Maurits-huis) et du Centre National de Documentation pour l'Histoire de l'Art à La Haye, fit une conférence avec projections lumineuses sur Jan Vermeer Van Delft.

## La Loterie Nationale Luxembourgeoise

Créée par l'arrêté grand-ducal du 13 juillet 1945 et organisée par l'Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte, la Loterie Nationale Luxembourgeoise n'a cessé de se développer. La première tranche en fut lancée le 10 septembre 1945. Que d'heureux cette sage institution, dispensatrice de la fortune, n'a-t-elle pas faits depuis son existence ! Je dis « sage ins-

titution » en pensant à une réflexion du Père Ménéstrier. Cet érudit et apologiste des loteries, qui écrivit une dissertation sur ce jeu pour en justifier le mécanisme, le but et la fin, nous rappelle que dans les proverbes de Salomon les différends devaient se terminer par le sort et il s'écrie : « Voilà la loterie en termes positifs, la voilà ! »

C'est avec un réel plaisir que le public luxembourgeois participe régulièrement aux tranches successives. Partant du thème que la loterie « fait des heureux en soutenant les malheureux », il tient à documenter son sens social inné par l'achat des billets sur lesquels chevauche magiquement la chance.

L'absence d'un système de Loterie Nationale avait pour résultat la multiplication des loteries privées et l'intervention sur le marché indigène de la vente de loteries étrangères. Or, comme chaque loterie privée ne dispose que d'une puissance insuffisante et par conséquent d'une souscription minime, l'intérêt du tableau de lots offert au public se trouve très diminué et le système de loterie s'use très rapidement. Puis, comme les loteries privées ne dépendent pas d'un plan d'ensemble, leurs tirages se font concurrence, ou bien, il arrive que, pendant de longues périodes, le public ne soit pas sollicité par une offre de billets. Vu donc que la multiplication des loteries privées entraîne l'absence d'intérêt de chaque loterie, la première Loterie Nationale Luxembourgeoise, qui centralisait les diverses loteries des œuvres philanthropiques et caritatives, avait été établie en 1939. Forcée d'interrompre son activité pendant la guerre, de mourir sous l'oppression, elle ressuscita après la Libération pour soulager bien des misères.

La Loterie Nationale Luxembourgeoise se compose de tranches simples qui sont isolées les unes des autres. Le montant de l'émission d'une tranche est de 2.400.000 fr., somme qui correspond à 120.000 billets vendus au prix de 20 fr. chacun. Par rapport à la population du pays, ce chiffre est assez considérable. Le montant total du tableau des lots est de 1.320.000 fr., soit 55 % calculés sur le montant brut des souscriptions.

Entre le mois de septembre 1945 et le mois de décembre 1946, la direction avait organisé sept tranches dont le produit net, qui s'élevait à

5.216.248,11 fr. fut versé aux œuvres de secours selon une clef de répartition préfixée:  
2.173.519,99 à l'Oeuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte,  
1.304.063,14 aux Bureaux de Bienfaisance des Communes,  
431.353,90 à la Croix-Rouge,  
431.353,85 à la Ligue contre la Tuberculose,  
431.353,85 à la Caritas,  
384.604,33 à l'Oeuvre des Pupilles de la Nation,  
60.000,00 à diverses œuvres d'utilité publique.

Après cette période de rodage, la Loterie Nationale du Grand-Duché, moteur de bienfaisance par excellence, démarra pour accélérer son rythme, sa cadence. Toujours vivante et soucieuse de se perfectionner, notre Loterie Nationale lança sept tranches et une tombola au courant de l'année 1947. En voici le bénéfice net échu aux organisations de secours. Sur 6.513.180,70 fr., il fut affecté:

3.035.376,85 à l'O. N. S.,  
1.538.153,05 aux Bureaux de Bienfaisance des Communes,  
512.717,70 à la Croix-Rouge,  
512.717,70 à la Ligue contre la Tuberculose,  
512.717,60 à la Caritas,  
401.498,00 à l'Oeuvre des Pupilles de la Nation.

Abstraction faite des 10 % de commission sur la vente des billets, les frais généraux de tout notre appareil se résumaient en 5,6 %, ce qui est minime.

Vu le bon fonctionnement de la Loterie Nationale Luxembourgeoise et la prédilection du public pour les tombolas comportant des lots en nature particulièrement attrayants, la direction a commencé à lancer avec succès huit tranches en argent et deux loteries de marchandises pour l'année 1948.

## Conférences Internationales

A la Conférence tripartite sur l'Allemagne, entre la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et la France, qui s'est ouverte à Londres, le 23 février 1948, et au cours de laquelle les trois pays de Benelux ont été admis à exposer leurs vues sur le problème allemand, le Luxembourg a été représenté par S. Exc. M. Albert Wehrer, Chef de la Mission Militaire Luxembourgeoise auprès du Conseil de Contrôle Interallié à Berlin, S. Exc. M. André Clasen, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire du Grand-Duché à Londres, et M. Christian Calmes, Avocat-Avoué, Attaché au Ministère des Affaires Etrangères.

Le 17 avril 1948 a été signé au Ministère de la Justice à Bruxelles le protocole de l'installation de la Commission de juristes chargée de préparer l'unification de la législation des trois pays de Benelux pour l'application des accords Benelux. Le protocole a été paraphé au nom du Luxembourg par M. Eugène Schaus, Ministre de la Justice.

Les Ministres des Finances des cinq pays signataires du Traité de Bruxelles se sont réunis à Bruxelles les 29 et 30 avril 1948, assistés d'un grand nombre d'experts financiers. Ils ont étudié des mesures propres à maintenir et à développer les relations commerciales entre les cinq pays en assouplissant le système des paiements internationaux pendant la période de l'aide Marshall. Un plan d'assistance réciproque dans le cadre de ce plan sera élaboré par les experts. Le Luxembourg était représenté par S. Exc. M. Pierre Dupong, Ministre d'Etat et Ministre des Finances, qu'accompagnait comme expert M. Pierre Werner, Commissaire au Contrôle des Banques.

Le 30 avril 1948, M. le Ministre de la Force Armée a assisté à Londres à la réunion des Ministres de la Défense Nationale des pays signataires du Pacte de Bruxelles; il était accompagné du Colonel Jacoby, Chef d'Etat-Major.



## Nouvelles diverses

Le 5 avril 1948, M. le Ministre de la Force Armée a été, à Baden-Baden, l'hôte du Général Koenig, Commandant en Chef Français en Allemagne; il était accompagné du Colonel Aloyse Jacoby, Chef d'Etat-Major, et du Capitaine Aloyse J. Schiltz.

\*

Un groupe de 70 officiers suisses, ayant visité le nord de notre pays pour y étudier les opérations de la bataille des Ardennes, déposèrent le 19 avril 1948 une couronne au Monument du Souvenir, en présence de M. Frédéric Muller, Consul de Suisse, et de plusieurs officiers supérieurs de l'armée luxembourgeoise.

\*

Le 27 avril 1948, Son Altesse Royale Monseigneur le Prince de Luxembourg a reçu au Palais grand-ducal le Général Guillaume, Commandant Supérieur des Troupes Françaises d'occupation, le Général de Division Cailliez, Commandant de la Zone Nord d'occupation, le Général de Brigade de Leuze, Adjoint au Commandant de la Zone Nord, le Général de Brigade Lajouanie, Commandant du G. I. de Trèves, le Colonel Gazounot, Chef d'Etat-Major du Général Guillaume.

\*

A Colpach, le 3 mai 1948, en présence de S. A. R. Monseigneur le Prince de Luxembourg, Président de la Croix-Rouge Luxembourgeoise, de M. Tony Neuman, Vice-Président, de M. Emile Reuter, Président de la Chambre des Députés, des membres du Comité de la Croix-Rouge, des délégués des diverses caisses de maladie et des représentants de la presse, M<sup>me</sup> Viénot-Mayrisch fit don à la Croix-Rouge Luxembourgeoise de la propriété et du château de Colpach. Au cours de la cérémonie, M. Tony Neuman annonça que feu M<sup>me</sup> Emile Mayrisch-de Saint Hubert, d'accord avec sa fille, M<sup>me</sup> Viénot-Mayrisch, a légué à la Croix-Rouge le château de Colpach, les terres y attenantes et un paquet d'actions de Belgo-Mineira. On constituera, selon les formes prévues par la loi, une société d'exploitation. M<sup>me</sup> Andrée Viénot-Mayrisch retraça l'histoire du château de Colpach et exposa le sens de cette donation. La fondation en exécution du testament de M<sup>me</sup> Emile Mayrisch, sera exploitée comme maison de convalescence.

\*

Le 8 mai 1948, M. Pierre Wigny, Ministre des Colonies de Belgique, fit à l'Hôtel de Ville de Luxembourg une conférence sur « L'Avenir du Congo », en présence de S. Exc. M. Alfred Lœsch, Grand Maréchal de la Cour, de MM. les

Ministres Dupong, Bech et Lambert Schaus et des diplomates accrédités à Luxembourg.

\*

En présence du Général belge Ivan Gérard, héros de la Résistance en Belgique, les Mouvements de Résistance Luxembourgeois commémorèrent le 9 mai 1948 la lutte du peuple luxembourgeois contre l'envahisseur. Le Général Gérard fut reçu à l'Hôtel de Ville par la Municipalité de Luxembourg. Dans la matinée, il déposa une gerbe sur la tombe commune des héros de Hinzert au cimetière Notre-Dame. Au cours d'une cérémonie qui se déroula au Cercle Municipal en présence de LL. AA. RR. Monseigneur le Prince de Luxembourg et le Grand-Duc héritier, M. Alphonse Osch, Président de l'Union des Mouvements de Résistance, et le Général Gérard évoquèrent la résistance commune des peuples belge et luxembourgeois. Reçu au Palais grand-ducal par Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse, le Général Gérard fut décoré Grand-Officier de l'Ordre National de la Couronne de Chêne.

\*

Le même jour, Son Altesse Royale Monseigneur le Grand-Duc héritier inaugura dans le hall de la gare de Luxembourg un monument élevé à la mémoire des cheminots luxembourgeois, tombés pendant la guerre 1940-1944.

\*

A l'occasion de la semaine de la Croix-Rouge, du 10 au 18 mai 1948, S. A. R. Monseigneur le Prince de Luxembourg, Président de la Croix-Rouge Luxembourgeoise, adressa l'appel suivant au peuple luxembourgeois:

« Comme chaque année, une semaine du mois de mai sera sous le signe de la Croix-Rouge, emblème de la solidarité humaine devant la souffrance. Elle offrira l'occasion de propager par tout le pays les idées généreuses qui sont à la base de l'organisation internationale de Genève, représentée chez nous par la Croix-Rouge Luxembourgeoise.

« Si, sur le plan international, la Croix-Rouge proclame la neutralité humanitaire par-dessus les frontières et les fronts, sur le plan national son aide n'est subordonnée à aucune considération partielle.

« A cette impartialité dans son action doit correspondre la volonté unanime du pays de soutenir la Croix-Rouge Luxembourgeoise dans sa noble tâche.

« Aux temps douloureux qui ont précédé et suivi notre libération, nous avons pu nous convaincre combien est précieuse l'organisation de la Croix-Rouge pour atténuer les effets des grandes calamités nationales. Si aujourd'hui, alors que la vie du pays est rentrée dans son

cadre normal, l'action de la Croix-Rouge n'est plus aussi spectaculaire, elle n'en est pas moins bienfaisante.

« Afin que la Croix-Rouge Luxembourgeoise puisse remplir sa mission si éminemment sociale, il est pourtant nécessaire que toutes les bonnes volontés du pays s'allient pour mettre à sa disposition les fonds dont elle a besoin par des contributions bénévoles.

« Pour la semaine de la Croix-Rouge, Nous faisons appel à la générosité de tous les Luxembourgeois.

Félix. »

\*

Pour la première fois depuis la constitution de Benelux, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg ont participé en commun à une foire internationale, à savoir celle de Paris. Le 13 mai 1948, MM. van der Straten-Waillet, Ministre du Commerce Extérieur de Belgique, Manshold, Ministre de l'Agriculture des Pays-Bas, et Funck, Ministre de Luxembourg à Paris,

visiteront la section Benelux où se trouvent groupées les participations distinctes des trois pays.

\*

Au cours d'une cérémonie à l'Hôtel de Ville, la Municipalité de Luxembourg conféra le 21 mai 1948 le titre de citoyen d'honneur de la ville de Luxembourg à M. Van de Meulebroeck, Bourgmestre de Bruxelles.

A l'occasion de la présence à Luxembourg du Bourgmestre et des Echevins de Bruxelles, S. Exc. M. le Vicomte Berryer, Ministre de Belgique à Luxembourg, remit les insignes de Commandeur de l'Ordre de la Couronne de Belgique à M. Hamilius, Bourgmestre de la Ville de Luxembourg, ceux d'Officier de l'Ordre de Léopold à M. Jacquemart, premier échevin, et ceux de Chevalier de l'Ordre de la Couronne aux échevins Kasel, Rollinger et Reuter. De son côté, S. Exc. M. Joseph Bech, Ministre des Affaires Etrangères, remit les insignes de Grand-Officier de l'Ordre National de la Couronne de Chêne à M. Van de Meulebroeck, ceux de Commandeur de la Couronne de Chêne aux échevins Cooremans et Verheven, ainsi que ceux de Chevalier du même ordre à l'échevin Mertens.

## Foire Exposition nationale et internationale de Luxembourg

Du 19 juin au 4 juillet 1948 se tiendra à Luxembourg une grande Foire Exposition nationale et internationale de l'Industrie (Hôtel, Alimentation, Gastronomie, Tourisme et Habitation). Elle est placée sous le Haut Patronage de Leurs Altesses Royales Madame la Grande-Duchesse, Monseigneur le Prince de Luxembourg et le Grand-Duc héritier, sous les auspices du Ministère du Tourisme et sous le protectorat de la ville de Luxembourg. La Foire est organisée par le Syndicat des Aubergistes, Cafetiers et Hôteliers du Grand-Duché de Luxembourg. Les

nombreux stands seront dressés au Cercle Municipal et aux Halles d'Exposition du Limpertsberg, couvrant en tout une surface de quelque 10.000 m<sup>2</sup>.

Outre les très nombreuses firmes indigènes, qui participeront à cette Foire Exposition, des firmes belges, hollandaises, danoises, anglaises, américaines, suisses et françaises se sont déjà fait inscrire comme exposants. A cette exposition, plusieurs activités industrielles nouvelles qui se sont développées dans le pays trouveront occasion de se présenter au public.

# ETUDES ECONOMIQUES

Sous cette rubrique nous publions les principales études et les travaux scientifiques entrepris par le Service d'Etudes et de Documentation auprès du Ministère des Affaires Economiques et qui sont susceptibles de renseigner nos lecteurs sur la structure et l'évolution de l'Economie Luxembourgeoise.

Ces études, publiées à titre documentaire et objectif sous cette rubrique, n'engagent pas l'opinion ni la responsabilité du Gouvernement.

## Le Revenu National du Grand-Duché de Luxembourg

### SUITE DE LA DEUXIÈME PARTIE

#### CHAPITRE IV

### Calcul du revenu national suivant la méthode objective

#### Le revenu des industries extractives<sup>1)</sup>

Dans les chapitres précédents nous avons calculé les revenus de l'agriculture, de la viticulture et des exploitations forestières. Dans le présent chapitre, nous calculerons le revenu des industries extractives en 1945 et en 1946.

Le groupe de ces industries comprend les minières, les ardoisières, les plâtrières, les carrières, les sablières et les gravières.

Dans les années 1945 et 1946, la valeur brute des produits des industries extractives était respectivement 160 et 297 millions de francs. De ces chiffres il faut défalquer certains postes pour en obtenir la valeur nette. Nous savons, qu'au point de vue du revenu national, le salaire ne constitue point un élément des frais de production; par contre, la valeur des explosifs, du bois minier, des combustibles, des matières d'éclairage et de graissage est à déduire, car ces matières s'anéantissent sans se changer quelque part en revenu. De même les amortissements sont à déduire.

Grâce surtout aux données recueillies par l'enquête statistique sur la production indus-

trielle, nous croyons pouvoir établir les chiffres du tableau I relatifs aux industries extractives.

TABLEAU I

Valeur de la production et productivité dans les Industries extractives

	1945	1946
a) <i>Minières</i>		
Production, en milliers de to	1.406	2.247
Valeur brute de la production en milliers de francs . .	125.000	225.000
Valeur des matières utilisées, en milliers de francs . .	17.500	50.000
Amortissements . . . .	9.200	15.000
Valeur nette de la production, en milliers de francs . .	98.300	160.000
Population active . . . .	2.550	2.560
Productivité par personne active, francs . . . . .	38.500	62.500
b) <i>Autres industries extractives</i>		
Valeur brute de la production, en milliers de francs . .	35.000	72.000
Valeur des matières utilisées, en milliers de francs . .	4.000	6.500
Amortissements . . . .	1.300	2.000
Valeur nette de la production, en milliers de francs . .	29.700	63.500
Population active . . . .	750	1.100
Productivité par personne active, francs . . . . .	39.700	57.700

<sup>1)</sup> Cf. les publications suivantes de l'Inspection du Travail et des Mines:

Les industries extractives du Grand-Duché de Luxembourg en 1945, Luxembourg, Imprimerie Saint Paul, 1946;

Les industries extractives du Grand-Duché de Luxembourg, année 1946, Imprimerie H. Ney-Eicher, Esch-s.-Alzette, 1947.

Rapport Annuel, année 1947, Imprimerie H. Ney-Eicher, 1948.



## Le revenu des industries de transformation

On peut diviser les industries de transformation en deux grandes rubriques: les industries manufacturières et les industries du bâtiment et de la construction.

Sont considérées comme industries manufacturières les établissements ayant pour objet la transformation mécanique ou chimique des matières en produits nouveaux. Cette rubrique comprend également les imprimeries, les établissements fournissant ou distribuant l'énergie, les ateliers de réparation et les garages.

La rubrique construction comprend les établissements ayant pour objet la construction ou la réparation de tous types de travaux de construction<sup>1)</sup>.

Les industries de transformation ont une importance de plus en plus considérable dans la production nationale et ainsi sont une des sources principales du revenu national. Pour établir le

<sup>1)</sup> Voir: Projet de classification internationale type des industries, Commission de Statistique, Nations Unies.

montant avec lequel la production industrielle augmente le revenu national, il faut rechercher les valeurs nettes produites par l'industrie, c'est-à-dire les valeurs ajoutées aux produits par l'activité industrielle aux matières premières nationales et étrangères utilisées.

Quand on totalise la valeur brute de la production de plusieurs établissements, pour obtenir la valeur de la production pour un produit déterminé, ou pour une branche industrielle, ou encore la valeur de la production totale d'un pays, on s'expose à des doubles et multiples emplois.

Pour la production industrielle totale d'un pays, les doubles emplois sont d'une fréquence et d'une importance très variables suivant les industries; les valeurs des matières premières et des produits intermédiaires totalisées sans précaution font intervenir 2, 3, 4, 5 fois dans le total la valeur des matières premières et des façons antérieures. Citons seulement le cas des minerais, de la fonte, de l'acier, des produits

TABLEAU II  
Valeur de la production et productivité dans les industries de transformation

Année 1945

Nomenclature	Valeur brute de la production	Coût des matières utilisées	Amortissements	Valeur ajoutée	Population active	Productivité p. personne active
en milliers de francs						francs, en chiff. ronds
a) Industries manufacturières						
Produits laitiers . . . . .	136.000	125.000	1.122	9.878	275	36.000
Brasseries . . . . .	89.524	39.000	9.038	41.486	500	83.000
Industries du vin . . . . .	59.956	38.521	1.054	20.381	179	114.000
Distillation et rectification des spiritueux . . . . .	10.240	5.500	480	4.260	42	101.000
Minoterie . . . . .	69.082	57.500	1.669	9.913	93	106.600
Industrie de produits alimentaires divers (pâtes alimentaires, produits de confiserie, vinaigre, produits de viande, eaux minérales naturelles, etc.) . . . . .	52.384	35.200	1.214	15.970	262	61.000
Industrie du tabac . . . . .	23.218	11.000	1.134	11.084	112	99.000
Industrie des produits minéraux non métalliques (ciment, chaux, plâtres, briques, produits en terre cuite, faïence, articles en grès cérame, etc.) . . . . .	76.724	32.000	2.582	42.142	860	49.000
Industries sidérurgiques . . . . .	689.000	560.000	129.000	—	15.760	—
Industries des métaux non-ferreux . . . . .	9.250	6.200	350	2.700	64	42.200
Constructions métalliques, construction de machines, fonderies . . . . .	154.000	70.000	10.000	74.000	2.239	33.000
Industrie du bois . . . . .	50.627	24.000	1.114	25.513	406	63.000
Industrie du meuble . . . . .	9.002	2.500	225	6.277	174	36.000
Impression, édition et industries connexes . . . . .	32.754	7.000	1.695	24.059	344	70.000
Industries chimiques . . . . .	45.735	18.500	2.161	25.074	409	61.300
Industries textiles et confection d'articles d'habillement . . . . .	22.599	10.000	199	12.400	249	49.800
Industrie du cuir, fabrication des chaussures et d'articles en cuir . . . . .	56.141	35.000	1.576	19.565	551	35.500
Production et distribution d'électricité et de gaz, service des eaux . . . . .	180.351	114.000	20.926	45.425	981	46.300
Total industries manufacturières . . . . .	1.766.587	1.190.921	185.539	390.127	23.500	16.600
b) Bâtiment et construction . . . . .	266.000	80.000	2.500	183.500	5.000	36.700
c) Artisanat . . . . .	—	—	—	630.000	14.000	45.000

laminés, des constructions métalliques ou celui des peaux, cuirs, chaussures.

Pour remédier à ce chaos qui enlève toute signification à la totalisation générale de la valeur des produits, on a été amené à distinguer la valeur brute de la production et la valeur nette ou plus exactement la valeur ajoutée aux produits par chaque opération industrielle (value added, Werterhöhung).

La valeur nette ou valeur ajoutée est obtenue en déduisant de la valeur brute :

- 1° la valeur des matières premières et celle des produits auxiliaires (combustibles, lubrifiants, énergie, etc.) ;
- 2° les amortissements, représentant l'usure du matériel ;

3° les droits d'accise et de consommation établis sur certains produits (alcools, eaux-de-vie, bières, tabacs, vins mousseux).

La différence entre les valeurs brute et nette de la production représente les salaires, les traitements, les charges sociales, les bénéfices et certains frais généraux. C'est la valeur ajoutée par l'activité industrielle.

On a formulé contre la valeur nette des critiques fondées sur la difficulté pratique des enquêtes et sur l'impossibilité de supprimer tous les doubles emplois. Il faut toutefois reconnaître que c'est le seul moyen d'obtenir une commune mesure de l'importance relative des diverses opérations industrielles dans l'ensemble de la production. On ne peut donc rejeter son

TABLEAU III

Valeur de la production et productivité dans les industries de transformation

Année 1946

Nomenclature	Valeur brute de la production <sup>1)</sup>	Coût des matières utilisées	Amortissements	Valeur ajoutée <sup>2)</sup>	Population active <sup>3)</sup>	Productivité p. personne active <sup>4)</sup>
en milliers de francs						
a) Industries manufacturières						francs, en chiff. ronds
Produits laitiers . . . . .	340.000	318.600	3.200	18.200	350	52.000
Brasseries . . . . .	141.684	83.370	11.814	46.000	538	85.500
Industries du vin . . . . .	65.696	50.156	1.343	14.197	200	71.000
Distillation et rectification des spiritueux . . . . .	55.815	34.500	872	20.443	81	252.000
Minoterie . . . . .	86.461	71.205	1.862	13.394	102	131.000
Industrie de produits alimentaires divers (pâtes alimentaires, produits de confiserie, vinaigre, produits de viande, eaux minérales naturelles, etc.) . . . . .	73.683	46.400	1.473	25.810	326	79.200
Industrie du tabac . . . . .	49.938	27.000	1.433	21.505	174	123.500
Industrie des produits minéraux non métalliques (ciment, chaux, plâtres, briques, produits en terre cuite, faïence, articles en grès cérame, etc.) . . . . .	154.905	63.000	3.427	88.478	1.255	70.500
Industries sidérurgiques . . . . .	3.994.079	2.134.275	467.000	1.392.804	17.400	80.000
Industries des métaux non-ferreux . . . . .	23.400	18.000	350	5.050	100	50.500
Constructions métalliques, construction de machines, fonderies . . . . .	275.000	123.000	8.275	143.725	2.760	52.100
Industrie du bois . . . . .	94.138	50.000	1.756	42.382	595	71.200
Industrie du meuble . . . . .	25.977	12.000	484	13.493	233	58.000
Impression, édition et industries connexes . . . . .	58.624	19.000	1.979	37.645	434	86.800
Industries chimiques . . . . .	76.401	42.000	1.843	32.558	454	71.700
Industries textiles et confection d'articles d'habillement . . . . .	69.445	43.000	415	26.030	574	45.400
Industrie du cuir, fabrication des chaussures et d'articles en cuir . . . . .	174.793	98.000	6.000	70.793	749	94.500
Production et distribution d'électricité et de gaz, service des eaux . . . . .	240.261	154.000	20.944	65.317	933	70.000
Total industries manufacturières . . . . .	6.000.300	3.388.006	534.470	2.077.824	27.258	76.200
b) Bâtiment et construction . . . . .	418.000	140.000	5.000	273.000	5.400	50.500
c) Artisanat . . . . .	—	—	—	849.000	14.300	59.400

1) La valeur brute de la production d'un établissement est celle des produits effectivement fabriqués, vendus et non vendus au cours du jour. Les droits d'accise et la taxe de consommation ne sont pas compris dans la valeur brute.

2) La valeur ajoutée comprend les salaires, traitements, charges sociales, bénéfices et tous les impôts et taxes à l'exception des droits d'accise et de consommation.

3) La population active comprend toutes les personnes exerçant une activité rémunérée, non compris le travail ménager, mais y compris le concours apporté par les membres de la famille à leur chef, même s'il n'est qu'indirectement rémunéré.

4) Pour obtenir la productivité moyenne dans chaque branche de production, nous avons divisé la production nette (valeur ajoutée) totale par le nombre des personnes employées (ouvriers, directeurs, ingénieurs, personnel administratif, etc.).

emploi, parce qu'il rencontre certaines difficultés d'exécution ou parce que ses résultats ne sont qu'approximatifs<sup>1)</sup>).

Grâce aux recensements sur la production industrielle, nous avons des données précieuses à notre disposition concernant l'industrie proprement dite. Sur la base de ces données, nous avons établi les chiffres des tableaux II et III pour les industries manufacturières et les entreprises de bâtiment.

Quant à l'artisanat, nous ne disposons malheureusement que de peu de données.

Que faut-il entendre par « artisan » ? On a qualifié « artisans » les travailleurs manuels isolés n'occupant pas de personnel salarié<sup>2)</sup>. Pareil critère ne répond pas à la définition de l'artisan dans le sens où nous l'entendons ici. L'artisan se définit non par le nombre d'ouvriers

qu'il occupe, mais par la technique de travail et par la fonction économique qu'il exerce.

Le flottement qui règne dans la définition de l'artisan contribue à rendre assez incertaines les statistiques artisanales. Pour pouvoir calculer la valeur ajoutée par l'activité des artisans et leur productivité, nous devrions connaître le chiffre d'affaires, la valeur des matières utilisées, les amortissements et la population active. Ces éléments ne sont pas à notre disposition. C'est une lacune grave. Il ne faut pas s'étonner si, dans les discussions relatives à l'artisanat, les données les plus différentes et parfois les plus contradictoires sont proposées, au gré des tendances personnelles.

Il est à peine besoin d'ajouter que les résultats ainsi obtenus pour l'artisanat et présentés aux tableaux II et III ne sont que des évaluations plus ou moins grossières.

## CHAPITRE VI

### Revenus provenant des services ou de la "distribution"

Un plan traditionnel divise l'économie politique en trois parties : production, distribution et consommation.

Dans les chapitres précédents, nous avons calculé les revenus des branches qui « produisent ». Dans ce chapitre, nous essayerons d'évaluer les revenus provenant de la « distribution ». La distribution peut être comprise de trois façons différentes. Au sens étroit, elle se confond avec le commerce. Au sens large, elle est l'ensemble des phénomènes économiques qui relient la production et la consommation. Enfin, elle peut se concevoir comme l'ensemble des activités qui ne « produisent » pas.

Pour les fins que se propose notre étude, nous utiliserons la dernière définition.

La « distribution » comprend donc le commerce, les transports, les banques, les assurances, les professions libérales, les services domestiques et les services publics.

L'intérêt d'employer le terme « distribution » dans ce sens très large est de permettre de déterminer la place tenue par ce travail de liaison, d'administration, de distribution physique des biens, par rapport au travail de production proprement dit.

Le commerce et les transports assurent aux marchandises une majoration de valeur en les transportant du lieu de production à celui de leur emploi de destination. « La valeur ainsi ajoutée aux produits par la distribution » doit être prise en considération lors de l'établissement du revenu national.

L'importance prise par la distribution dans la vie économique contemporaine s'est accrue durant les XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Malheureusement, le poids de la distribution s'est accru dans la même mesure, peut-être même sans mesure. L'hypertrophie apparente ou réelle de la distribution se traduit par deux sortes de phénomènes : l'augmentation du personnel employé à distribuer et à administrer les biens et la part croissante du coût de la distribution dans le prix payé par le consommateur.

On appelle coût de la distribution la différence entre le prix de vente par le producteur et le prix de vente par le détaillant au consommateur.

Les renseignements économiques concernant la distribution sont peu nombreux et peu ordonnés, ils indiquent cependant une préoccupation générale au sujet du coût de la distribution.

La taxe sur le chiffre d'affaires fournit, en principe, un bon moyen de suivre l'activité des transactions. En partant du taux et du produit de la taxe, on peut estimer qu'au Grand-Duché de Luxembourg le chiffre d'affaires du commerce de détail était de l'ordre de 2 à 2 1/2 milliards en 1945 resp. de 5 à 5 1/2 milliards en 1946. Si l'on considère, d'autre part, que le coût de la distribution s'élève à 40 % environ du prix payé par le consommateur, on peut se faire une idée de l'importance économique et du poids de la distribution.

Aussi l'attention des hommes d'affaires s'est tournée vers la possibilité de réaliser dans le domaine commercial une amélioration analogue à celle obtenue dans la production, non seulement à cause des inventions nouvelles et des progrès de la technique, mais aussi par l'extension des fabrications en série et la rationalisation des pro-

<sup>1)</sup> Michel HUBER: Statistiques économiques générales, Paris, Hermann & C<sup>ie</sup>, 1944, pp. 114-117.

<sup>2)</sup> Voir: Marcel LA LOIRE — La Petite Industrie et l'Artisanat, Éditions Baude, Bruxelles, 1946 p. 14.



cédés de travail. L'organisation scientifique du travail ne doit pas rester confinée à la production proprement dite, elle doit s'étendre aussi à la distribution.

Les méthodes de rationalisation dans le domaine de la production ont heurté beaucoup d'habitudes, de préjugés, de traditions qui méritaient de survivre, mais elles ont triomphé parce qu'elles étaient dans l'axe même du progrès industriel. Il en sera de même dans le domaine de la distribution. Nous assistons en ce moment même à la naissance, qui se fait sous nos yeux, d'une période nouvelle, celle de l'organisation, qu'on pourrait appeler aussi la période administrative<sup>1)</sup>.

Bien avant le mouvement récent tendant à perfectionner le mécanisme commercial en vue de réduire les frais de distribution, les méthodes traditionnelles du commerce avaient déjà subi des transformations importantes par l'apparition et le développement de formes nouvelles: grands magasins, vente par correspondance, maisons à succursales multiples, magasins à prix uniques. Toutes ces innovations tendaient vers le même but, réduction du coût de la distribution.

Leur croissance détermina de vives réactions dans le petit commerce, pour lequel ces initiatives nouvelles représentaient une menace. Ainsi, dans la plupart des pays, le petit commerce a

<sup>1)</sup> André SIEGFRIED, préface dans l'étude scientifique des marchés par René Serve, Presses Universitaires de France, Paris, 1944.

obtenu le vote de mesures fiscales ou réglementaires, souvent excessives, allant jusqu'à l'interdiction pure et simple de certaines formes d'activité commerciales.

Au Grand-Duché, par exemple, d'après l'art. 3 de l'arrêté grand-ducal du 14 août 1934, soumettant l'exercice de certaines professions à une autorisation gouvernementale, cette autorisation ne pourra être accordée pour l'ouverture de filiales, magasins à prix uniques, bazars et coopératives.

Ainsi deux tendances contradictoires, l'une vers l'abaissement du coût de la distribution, l'autre pour la défense du petit commerce, ont accru la nécessité d'informations précises sur la structure commerciale et sur les dépenses qu'entraînent les diverses formes de la distribution des marchandises.

Jusqu'à présent, il n'a été question que du commerce; or, nous savons que la « distribution » au sens très large du terme comprend également les transports, les banques et assurances, les professions libérales, les hôtels, cafés et restaurants, les services domestiques et les services publics. Il n'est pas possible, dans le cadre de la présente étude, d'exposer les méthodes que nous avons employées pour déterminer la « valeur ajoutée » par toutes ces branches. Nous nous bornerons à présenter les résultats obtenus dans le tableau IV. Dans certains cas, il a fallu recourir à des évaluations plus ou moins arbitraires; toutefois, quelques recoupements permettent de penser que l'ordre de grandeur des chiffres indiqués est assez acceptable.

TABLEAU IV

Valeur ajoutée par la "distribution"  
Population active et productivité en valeur par personne

Branches	Valeur ajoutée en millions de francs		Population active y compris les membres de famille actifs		Productivité p. personne en francs	
	1945	1946	1945	1946	1945	1946
a) Commerce (gros, détail et représentants) . . . . .	390,0	725,0	9.000	10.000	43.300	72.500
b) Transports (ferroviaires et routiers) . . . . .	210,0	325,0	7.000	7.000	30.000 <sup>1)</sup>	46.400 <sup>1)</sup>
c) Banques et assurances . . . . .	40,5	60,0	900	900	45.000	66.600
d) Professions libérales et associations professionnelles (notaires, médecins, avocats, pharmaciens, dentistes, architectes, vétérinaires, expert-comptables, infirmiers, sages-femmes, etc.) . . . . .	106,0	162,0	880	880	120.400	184.100
e) Hôtels, cafés et restaurants . . . . .	210,0	300,0	5.000	5.000	42.000	60.000
f) Divers services (services domestiques, cinémas, etc.) . . . . .	45,0	72,0	2.500	3.000	18.000	24.000
g) Services publics <sup>2)</sup> (État et communes) . . . . .	472,3	662,1	11.500 <sup>3)</sup>	11.600 <sup>3)</sup>	41.100	57.100
	1.473,8	2.306,1	36.780	38.380	40.100	60.000

<sup>1)</sup> La productivité économique du secteur transport était relativement basse à cause du déficit des chemins de fer.

<sup>2)</sup> On comprend dans la production nationale la valeur des services rendus par les administrations, en supposant que cette valeur est égale au coût des services.

<sup>3)</sup> Ces chiffres comprennent les fonctionnaires, les employés temporaires et les ouvriers occupés par l'État et les communes. Le nombre des fonctionnaires et employés de l'État était de 5950.

## Récapitulation générale

En résumé, voici comment se présente le résultat de nos recherches sur le revenu national luxembourgeois en 1945 et 1946, suivant la méthode objective:

TABLEAU V

### Volume et répartition du revenu national

Eléments du revenu national <sup>1)</sup>	1945 en millions de francs	1946 en millions de francs	1946 en %	1946 Productivité par personne active en francs
1. Agriculture, viticulture et production forestière . .	639,5	1077,1	15,4	34.400
2. Industries extractives . . . . .	128,0	223,5	3,2	61.600
3. Industries manufacturières . . . .	390,1	2077,8	29,6	76.200
4. Bâtiment et construction . . . . .	183,5	273,0	3,9	50.500
5. Artisanat . . . . .	630,0	849,0	12,2	59.400
6. « Distribution » . . . . .	1473,8	2306,1	32,9	60.000
	<u>3444,9</u>	<u>6806,5</u>		
Plus la valeur locative des maisons d'habitation occupées par leurs propriétaires . . . . .	150,0	200,0	2,8	
	<u>3594,9</u>	<u>7006,5</u>	<u>100,0</u>	
Moins les revenus transférés (Assistance sociale et subventions . . . . .	89,2	162,5	—	
<b>Revenu national net</b> (avant les impôts, au prix du marché) . . . . .	<u>3505,7</u>	<u>6844,0</u>	—	

Ainsi qu'il résulte du tableau V le revenu national net au prix du marché, auquel nous sommes arrivés pour 1946, suivant la méthode objective, s'élève à 6,8 milliards. Notre première évaluation, suivant la méthode subjective, n'était que de 5,8 milliards. Quelles sont les causes de cet écart considérable? Bornons-nous à signaler les deux causes principales.

Tout d'abord il y a lieu de tenir compte que le chiffre de 5,8 milliards donne le revenu national net « au prix du marché » sans déduction

<sup>1)</sup> Les intérêts, dividendes et paiements d'autre nature sans contrepartie rentrant de l'étranger et sortant du pays, bref, les créances et dettes à l'étranger ayant un caractère périodique constituent également des éléments du revenu national. Les montants rentrant de l'étranger à titre de créances seraient donc à ajouter, les sommes sortant du pays en seraient à retrancher à titre de dettes. Malheureusement, il n'y a point de renseignements exacts et complets disponibles à cet égard. Tout donne à croire d'ailleurs que, dans l'ensemble les créances et les dettes se sont compensées à peu près pendant les années 1945 et 1946.

des impôts personnels (impôt sur le revenu, impôt sur la fortune), mais après déduction des impôts réels (taxe sur le chiffre d'affaires, taxe d'importation, impôt commercial, impôt foncier). Le chiffre de 6,8 milliards, par contre, comprend tous les impôts. Il nous renseigne sur la valeur de la production de tous les biens et de tous les services. L'emploi qui est fait du revenu national n'en altère nullement son caractère: que le revenu soit consommé ou épargné ou enlevé par l'Etat, peu importe.

En second lieu, il convient de se rappeler que le chiffre de 5,8 milliards comportait une large part d'approximation. Dans le « Bulletin d'Information » n° 12 du 31 décembre 1947, pages 159 et 160, nous avons écrit:

« Ce n'est que par des estimations assez conjecturales que le calcul du revenu national peut se faire par la méthode subjective. C'est pourquoi l'évaluation directe par la méthode objective est le complément indispensable de l'estimation fiscale.

« Pour les années 1945, 1946 et 1947, le calcul du revenu national, qui est en toute hypothèse d'une élaboration difficile, devient singulièrement hasardeux. Pour ces années, nous manquons à peu près complètement des chiffres de base qui seraient nécessaires pour l'évaluation du revenu national suivant la méthode subjective. Les dernières statistiques fiscales disponibles datent de 1940 et portent sur les facultés imposées en 1938. Pour la période d'après-guerre, nous ne connaissons que les recettes fiscales. Ces recettes ont fourni les bases de nos évaluations.

« Les résultats obtenus dans ces conditions pour la période d'après-guerre ne représentent que des ordres de grandeur qui ne doivent, par conséquent, être interprétés et utilisés qu'avec les réserves qui s'imposent. »

Nous avons donc à utiliser les réserves que nous avons faites et les possibilités de revision que nous nous étions assurées.

Les considérations précédentes donnent à croire que le coefficient de fraude ou le taux moyen de l'impôt que nous avons utilisé pour l'estimation du revenu national par la méthode subjective était nettement au-dessous de la réalité.

Ce qui est certain c'est que, pour la période d'après-guerre, les estimations les plus exactes du revenu national du Grand-Duché s'obtiennent à l'aide de la méthode dite objective. Sans risque de trop s'éloigner de la vérité on peut donc admettre que le revenu national luxembourgeois était de 6,8 milliards environ en 1946 et de 3,5 milliards environ en 1945.

En partant de ces chiffres, le tableau VI donne des renseignements relatifs aux revenus nominal et réel par tête d'habitant et par tête de population active pour les années 1945 et 1946.

TABLEAU VI

Revenus nominal et réel  
par tête d'habitant et par tête de population active

	1945	1946
Revenu national, en millions de francs . . . . .	3.506	6.844
Population <sup>1)</sup> . . . . .	290.992	290.992
Revenu nominal par tête d'habitant en frs. . . . .	12.050	23.500
Indice du coût de la vie (1914 = 100) . . . . .	1.481	1.873
Revenu réel par tête d'habitant en frs. <sup>2)</sup> . . . . .	814	1.255
Population active . . . . .	—	120.298
Revenu nominal moyen par tête de population active, en frs. .	—	56.700

\*

Le tableau V renseigne non seulement sur le chiffre global du revenu national, il nous montre également comment ce chiffre se répartit sur les diverses branches de l'économie. On y voit notamment qu'en 1946, 32,8 % du revenu national provenaient des productions industrielles

<sup>1)</sup> D'après le recensement du 31 décembre 1947.

<sup>2)</sup> Par revenu nominal, ou revenu national tout court, on entend les revenus monétaires. Par revenu réel, nous entendons cette même somme traduite en pouvoir d'achat sur la base de l'indice du coût de la vie.

## QUATRIÈME PARTIE

Arrivés au terme de nos recherches, nous croyons pouvoir dire que nos statistiques sur le revenu national donnent d'abord une idée claire de la structure de l'économie luxembourgeoise.

Le premier élément constitutif de la structure de toute économie nationale c'est la proportion entre les grandes branches d'activités économiques: agriculture, industrie, commerce. Cette proportion peut être mise en évidence par deux critères:

- a) Le pourcentage du revenu national qui est obtenu par les diverses catégories d'activités;
- b) La répartition de la population active par grands groupes professionnels.

Sous ce rapport, il n'y a pas au Grand-Duché de déséquilibre profond à signaler.

Les statistiques montrent en outre que la productivité en valeur des activités primaires (agriculture) est considérablement inférieure aux productivités des activités secondaires (industrie) et tertiaires (commerce). C'est pourquoi la main-d'œuvre se déplace des secteurs d'activité les moins productifs vers les secteurs les plus productifs.

(industries manufacturières et extractives). La contribution de l'agriculture n'était que 15,4 % du total. Ce n'est évidemment pas un motif pour ne pas accorder à l'agriculture toute la sollicitude à laquelle elle a droit du point de vue social et du fait des services qu'elle rend au pays. Du point de vue social, l'agriculture assure un travail indépendant et familial à quelque 30.000 personnes, c'est-à-dire à un quart de notre population active.

Il est d'ailleurs difficile de calculer les revenus réels de l'agriculture. Par exemple, le pouvoir d'achat des revenus de la population agricole, comptabilisé d'après les prix à la production, est certainement plus élevé que le pouvoir d'achat des salaires et des traitements des citoyens.

La grande différence entre le revenu moyen par tête de population agricole et le revenu moyen par tête de population occupée dans l'industrie et dans la « distribution » est cependant trop marquée pour être expliquée de cette manière. Comme on le verra dans la quatrième partie de cette étude, la différence s'explique en premier lieu par la faible productivité de l'agriculture.

Etant donné que la troisième partie de cette étude, contenant le calcul du revenu national suivant la méthode subjective, a été déjà publiée dans le n° 12 du « Bulletin d'Information » du 31 décembre 1947, nous continuerons avec la quatrième et dernière partie.

De nos statistiques sur le revenu national, il résulte enfin que c'est sur le terrain de la productivité qu'il convient de se placer en premier lieu. En effet, la productivité, le rendement du travail par tête de population active est le phénomène fondamental qui paraît dominer l'évolution économique contemporaine. Le revenu national réel donne la mesure de la productivité d'un pays.

Pour augmenter appréciablement et durablement notre revenu national réel, il n'y a que deux moyens: augmentation de la productivité générale de notre économie ou acclimatation de nouvelles branches de production hautement productives.

On arrive à augmenter la productivité technique par une organisation plus rationnelle des moyens matériels et du travail, par exemple par l'introduction de machines plus modernes, par une amélioration du procédé de fabrication, par une meilleure organisation interne, une division du travail mieux appropriée, par la suppression du gaspillage.

La productivité est non seulement importante pour la communauté, qui a intérêt à ce que les cellules de production soient aptes à rendre le plus de services possibles, mais aussi pour l'en-



treprise. La prospérité comme la misère d'une entreprise tiennent à un ensemble complexe de causes dont l'importance relative paraît assez difficile à déterminer exactement.

Il est, en effet, très fréquent de voir dans une même branche, sans cause apparente, telle entreprise réaliser d'importants bénéfices et telle autre végéter. La productivité constitue le facteur de succès.

L'accroissement de la productivité enfin rend possible l'amélioration du taux des salaires. De nos jours, que ce soit aux Etats-Unis, en Belgique, en Russie, en Angleterre ou au Grand-Duché, le salaire est déterminé plus ou moins par le rendement. A la longue, c'est donc la production et le rendement qui dominent et conditionnent la répartition. Pour répartir il faut d'abord produire. La haute productivité est, en effet, le secret des hauts salaires aux Etats-Unis.

La production et le rendement sont les sources les plus réelles de la prospérité des nations, des entreprises et des individus. Le pouvoir de créer des richesses, avait dit List il y a longtemps, est infiniment plus important que les richesses. Une économie doit développer et utiliser toutes les forces productives dont elle dispose.

Reconnaître les avantages évidents du progrès technique, ce n'est toutefois pas justifier l'indifférence en ce qui concerne ses inconvénients.

## 1° Revenu national et productivité<sup>2)</sup>

Etudiant la structure économique des différents pays, Colin Clark a essayé de déceler les causes profondes du progrès économique et de préciser le lien qui existe entre le revenu national réel et la productivité. Dans son ouvrage sur les « Conditions du Progrès Economique », il démontre qu'un revenu réel élevé est toujours associé à l'emploi d'une forte proportion de la population dans les activités tertiaires<sup>3)</sup>.

Il appelle industrie primaire: l'agriculture, l'exploitation forestière et la pêche; industries secondaires: les mines, les fabrications industrielles et la construction; industries tertiaires: le commerce, les transports, les services et les autres activités économiques.

Frappé par les puissants mouvements migratoires de main-d'œuvres qui se sont produits à

Le fait est que les avantages dont il s'agit ont été payé très cher, notamment aux Etats-Unis, et bien des gens se demandent, si les résultats obtenus valent le prix qu'ils ont coûté. Il faut choisir. Nous ne pouvons profiter du progrès technique sans en supporter les inconvénients.

L'accroissement de la productivité dans le temps explique l'abaissement de la durée du travail, l'évolution de la répartition de la population active entre les diverses activités et l'amélioration du niveau de vie, c'est-à-dire l'augmentation du revenu national réel. La disparité de ce rendement dans l'espace explique les différences profondes qui s'affirment entre la puissance économique, la richesse financière et le bien-être social des différentes nations<sup>1)</sup>.

Il nous paraît maintenant intéressant de voir dans quelle mesure ces constatations qui résultent des statistiques luxembourgeoises, concordent avec celles faites par M. Colin Clark dans son ouvrage: « The conditions of economic progress. » Cet ouvrage qui a obtenu hors d'Europe un grand succès, nous paraît incarner à un haut degré les qualités les plus éminentes des auteurs anglo-saxons de l'époque contemporaine.

1) J. Fourastié: Le livre de Colin Clark: « Les conditions du progrès économique », Revue d'Economie Politique 1946, p. 208.

l'intérieur de la plupart des pays en voie d'industrialisation, Colin Clark a su voir dans ce phénomène un des éléments de l'explication de la croissance du revenu national réel. Il constate que la croissance du revenu réel est due essentiellement au déplacement des travailleurs des sphères les moins rentables de l'économie vers les sphères les plus rentables ainsi qu'à l'accroissement des revenus réels dans les productions secondaires et tertiaires. Il est possible de mettre ce phénomène en évidence de deux manières, soit en comparant la répartition de la main-d'œuvre avec le niveau des revenus réels dans l'espace, soit en comparant l'évolution de cette répartition à des périodes différentes dans un même pays<sup>4)</sup>.

4) Par « répartition de la main-d'œuvre » nous entendons la répartition entre les différentes catégories professionnelles.

## 1° La répartition de la main-d'œuvre et le niveau des revenus réels dans l'espace

Colin Clark constate que la population émigre, depuis les débuts du régime capitaliste, des productions primaires vers les productions secondaires et tertiaires. Cette constatation l'amène à rechercher si les revenus réels dans ces deux derniers secteurs ne sont pas supérieurs à ceux des productions primaires. La confirmation de cette hypothèse lui permet de démontrer que la

2) La notion de productivité peut être entendue comme productivité physique et comme productivité en valeur. La productivité physique ou productivité technique c'est la quantité d'objets qui ont été physiquement produits pendant une unité de temps. La productivité en valeur ou productivité économique c'est la quantité de biens physiquement transformés par le travail, multipliés par le prix unitaire.

3) Colin Clark: The Conditions of Economic Progress, Mac Millan and Co, London, 1940. Les idées essentielles de ce chapitre sont empruntées à une traduction de cet ouvrage, parue dans Etudes et Conjoncture, Economie Mondiale, N° 10 et 13, 1947 et N° 1, 1948 (Presses Universitaires de France).

croissance du revenu réel global est due essentiellement au déplacement des travailleurs des sphères les moins rentables de l'économie vers les sphères les plus rentables.

TABLEAU I

Revenu réel moyen par tête et répartition de la population en pourcentage entre les trois secteurs (1925-1934)<sup>1)</sup>

	Revenu réel moyen p. tête 1925-1934 (en U. I.) <sup>2)</sup>	Pourcentage des travailleurs		
		prim.	second.	tert.
États-Unis	1.368	19,3	31,1	49,6
Canada	1.337	34,5	23,2	42,3
Nouvelle-Zélande	1.202	27,1	24,2	48,7
Grande-Bretagne	1.069	6,4	43,9	49,7
Suisse	1.018	21,3	44,9	32,7
Australie	980	24,4	29,4	46,2
Pays-Bas	855	20,8	39,2	40,0
France	884	25,0	39,7	35,3
Allemagne	649	24,3	38,5	37,2
Belgique	600	17,1	47,8	35,1
Finlande	380	51,0	30,4	18,6
Pologne	352	61,6	18,0	20,3
U. R. S. S.	285	74,1	15,4	10,5
Bulgarie	284	67,3	17,4	15,3

Le tableau I permet d'apprécier comment se présentent les faits. Les pays où le pourcentage des producteurs tertiaires par rapport à l'ensemble de la population occupée est le plus élevé, sont la Grande-Bretagne et les États-Unis. Pour ces deux pays, le pourcentage en question avoisine 50 %, on obtient des chiffres presque aussi élevés pour la Nouvelle-Zélande et l'Australie. Ces quatre pays sont ceux qui jouissent du revenu réel moyen par tête le plus élevé. Par contre, les pays où plus de 50 % des travailleurs sont occupés à des productions primaires sont ceux qui présentent le revenu réel moyen par tête le moins élevé.

L'examen des chiffres relatifs aux productions secondaires révèle que la Belgique est le pays qui détient la plus grande partie de la population engagée dans des productions industrielles. Le pourcentage calculé atteint 47,8 %; la Suisse vient en seconde position avec 44,9 %, suivie de la Grande-Bretagne.

Quant à la population tertiaire, elle décroît en pourcentage au fur et à mesure que le revenu réel moyen par tête diminue.

Les observations de Colin Clark sont confirmées, si nous calculons le pourcentage de la main-d'œuvre employée dans les différents secteurs, non plus par rapport à l'ensemble de la population active, mais par rapport à l'ensemble de la population totale.

<sup>1)</sup> Source: Études et conjoncture N° 13, 1947, p. 47.

<sup>2)</sup> Colin Clark effectue ces comparaisons en unités internationales (U. I.); on définit l'unité internationale comme la quantité de biens et de services qui auraient pu être achetés aux États-Unis avec un dollar, pendant la décade moyenne 1925-1934.

## 2° La répartition de la main-d'œuvre dans le temps

L'étude de la répartition de la main-d'œuvre dans le temps effectuée par Colin Clark confirme les résultats obtenus par les comparaisons internationales. La population primaire diminue au fur et à mesure de l'augmentation des revenus réels. Les populations secondaires et tertiaires augmentent. C'est ainsi qu'aux États-Unis on constate (tableau II) que le pourcentage de la population primaire a passé de 72,3 % en 1820 à 25 % seulement en 1935; par contre, la population employée dans le commerce et les transports a passé de 2,5 % à 22,1 % au cours de la même période.

TABLEAU II

États-Unis — Evolution de la population active en pourcentage de 1820 à 1935

Années	Agriculture Sylviculture Pêche	Mines	Manufacture et Bâtiment	Commerce et Transports	Domestique et Professions libérales
1820	72,3	0,2	12,1	2,5	12,8
1850	64,8	1,2	16,4	5,4	12,2
1880	49,4	1,5	24,0	12,2	12,8
1900	37,4	2,0	27,0	18,7	14,8
1920	26,7	2,6	30,6	25,0	15,0
1935	25,4	1,8	27,0	22,1	23,7

Source: Études et Conjoncture, Économie Mondiale, N° 13, p. 49.

Nous allons examiner maintenant comment se distribue la population active par grands groupes professionnels au Grand-Duché de Luxembourg et comment cette distribution a varié dans le temps. Le tableau III montre la répartition de la population active entre les différentes catégories professionnelles en chiffres absolus et en pourcentages à diverses époques.

Les tableaux II et III attestent et précisent que le progrès technique se concrétise par une réduction massive des effectifs primaires au profit des activités secondaires et tertiaires. A l'heure actuelle, on peut dire que le degré de civilisation industrielle d'un pays peut se mesurer par la répartition de la population active et que deux pays possédant une structure économique similaire doivent jouir d'un revenu réel moyen par tête de population active sensiblement égal, sous la réserve bien entendu de ce que leurs ressources naturelles sont comparables.

Ainsi, la répartition de la population active entre les diverses activités économiques a une influence directe sur le niveau de vie d'une nation. La faiblesse relative des effectifs des activités agricoles est en effet le signe d'un haut rendement du travail agricole et, de plus, permet à la main-d'œuvre de se porter vers les activités secondaires et tertiaires à haute productivité. Les fortes proportions d'activités tertiaires s'accompagnent toujours d'un haut niveau de vie (tableau I).

TABLEAU III

Luxembourg — Répartition de la population active en catégories de professions  
d'après les recensements de 1871, 1907 et 1935

Catégories	1871		1907		1935	
	chiffres absolus	%	chiffres absolus	%	chiffres absolus	%
Agriculture, viticulture, production forestière . . . . .	50.445	48,1	53.184	41,2	40.766	26,7
Industries et métiers . . . . .	16 889	16,1	47.262	36,6	51.739	33,9
Commerce, transports . . . . .	16.229	15,5	12 804	9,9	25.470	16,7
Services publics et services privés . . . . .	21.346	20,3	5.282	4,1	10.739	7,0
Services de la maison . . . . .			1.034	0,8	6.133	4,0
Personnes sans professions . . . . .			9.588	7,4	17.846	11,7
Population active . . . . .	104.909	100	129.154	100	152.693	100
Population totale . . . . .	197.528		249.822		296.913	

Pour l'année 1946, nous possédons également des chiffres concernant la population active au Grand-Duché, mais ces chiffres ne sont pas comparables avec ceux obtenus par les recensements. D'après nos calculs personnels, la population active se répartissait en 1946 comme l'indique le tableau suivant:

TABLEAU IV

Répartition de la population active en 1946

	Chiffres absolus	%
A. Agriculture . . . . .	28.500	23,7
Viticulture . . . . .	2.200	1,8
Productions forestières . . . . .	600	0,5
<i>Total des activités primaires</i> . . . . .	31.300	26,0
B. Industries extractives . . . . .	3.660	3,0
Industries de transformation . . . . .	27.258	22,8
Bâtiment et construction . . . . .	5.400	4,5
Métiers . . . . .	14.300	11,8
<i>Total des activités secondaires</i> . . . . .	50.618	42,1
C. Commerce, transports, banques, professions libérales . . . . .	26.780	22,3
Services publics (État et communes) . . . . .	11.600	9,6
<i>Total des activités tertiaires</i> . . . . .	38.380	31,9
<i>Population active</i> . . . . .	120.298	100

Arrêtons-nous un moment à chacune des trois catégories d'activité.

En ce qui concerne les activités primaires, ce que montrent les tableaux III et IV c'est la diminution très importante qu'a subie la population de cette catégorie. Elle a passé de 48,1 % en 1871 à 26,7 % en 1935.

Parmi les migrations intra-nationales, l'exode rural constitue la plus universelle; son rythme a varié au cours des siècles et s'est accéléré depuis une centaine d'années. C'est un phénomène très complexe qui a suscité d'innombrables études et les analyses qu'on en a présentées ont été souvent faussées par la passion ou le parti-pris<sup>1)</sup>.

<sup>1)</sup> Cf. Pierre FROMONT, *Démographie Économique*, Payot, Paris 1947, p. 201 et suivantes.

La persistance de l'exode rural pendant plusieurs décades et même pendant des siècles avertit tout de suite le chercheur que seules des raisons générales et universelles peuvent expliquer ce phénomène.

C'est l'exode rural qui seul procure à l'humanité les forces de travail qui lui sont nécessaires pour satisfaire sans cesse de nouveaux besoins. Tant que la satisfaction des besoins primaires de nourriture retient aux champs la totalité de la population productrice, aucune industrie, aucun art, aucune science ne peuvent naître et se développer; les aspirations les plus hautes de l'homme restent insatisfaites. Il faut, pour y parvenir, libérer du temps, économiser sur l'œuvre de production agricole des heures de travail qui seront consacrées à de nouvelles tâches. Cette libération de travailleurs et leur transfert à des occupations extra-agricoles, c'est l'essence de l'exode rural, et c'est en même temps la condition de tout progrès.

Ainsi, loin d'apparaître comme un phénomène pathologique, l'exode rural apparaît comme la manifestation de vitalité d'un organisme en progrès. C'est son absence qui constitue un symptôme de mauvaise santé; elle traduit l'incapacité de l'organisme en cause à progresser (Extrême-Orient)<sup>2)</sup>.

Les migrations intérieures ont été longtemps mal connues. On se plaignait déjà de la dépopulation des campagnes aux temps anciens pour les mêmes raisons que de nos jours.

<sup>2)</sup> Pierre FROMONT, op. cit. p. 210:

Ce point a été également souligné par M. Adolphe LANDRY, président de l'Union Internationale pour l'étude scientifique des problèmes de la population dans le « *Traité de Démographie* », Payot, Paris, 1945, pp. 588—591.

Mais, dit-il, on ne devra cependant pas perdre de vue, s'il s'agit de prononcer un jugement sur l'exode rural, que l'intérêt économique ne doit pas être considéré seul. Démographiquement, si l'on désire de la population on aura soin de ne pas oublier que les ruraux sont plus féconds que les citadins; d'autre part, que les caractéristiques intellectuelles et morales des gens de la campagne, le jugement, le sens pratique, l'esprit d'économie, un conservatisme inspiré par la prudence, tout cela conduit à souhaiter que l'élément rural reste assez nombreux pour garder, dans la nation, un poids notable, et conséquemment une sérieuse influence.



« Les fils des cultivateurs, poussés par l'ambition des parents, veulent avoir un emploi, ou bien ils courent au commerce ou à une industrie quelconque. Le manouvrier subit la même influence; séduit par la perspective d'un gain élevé, il abandonne le travail des champs pour la production industrielle. »<sup>1)</sup>

Si l'on regarde les choses du point de vue économique, la décroissance de la population agricole constitue donc un phénomène naturel, c'est la traduction démographique du progrès technique; c'est une nécessité pour rétablir l'équilibre du niveau de vie entre la ville et la campagne.

Au Grand-Duché, depuis le recensement en 1871, le premier recensement ayant fourni des indications sur la composition de la population active, la population agricole a diminué à une allure rapide. Dans l'industrie, au contraire, la population active s'est très fortement accrue, passant de 16,1 % en 1871 à 33,92 % en 1935.

<sup>1)</sup> Rapport Général sur l'État de l'Agriculture dans le Grand-Duché de 1839 à 1889, par Eugène Fischer et J.-P. J. Koltz, 1891, p. 383.

En 1935, l'industrie et les métiers occupent, avec 128.156 personnes (y compris les membres de famille) ou 43,2 % de la population totale, de loin la première place dans la répartition professionnelle de notre population. De l'agriculture dépendent 61.052 personnes, soit le cinquième de la population totale.

La « distribution » — au sens large du mot — voit son pourcentage monter de 22,4 % en 1907 à 36,2 % en 1935 de la population totale. En chiffres absolus, en 1935, 108.105 personnes dépendent de la « distribution » contre 55.945 en 1907.

On peut donc trouver dans l'évolution du progrès technique une première explication des mouvements migratoires de main-d'œuvre à l'intérieur du territoire national. La main-d'œuvre se déplace des secteurs d'activité les moins productifs vers les secteurs plus productifs. Mais ce phénomène est insuffisant pour expliquer le progrès économique. Aussi, Colin Clark, a-t-il invoqué une seconde explication tirée de l'évolution de la productivité et des revenus réels dans les différents secteurs économiques.

## 2° L'évolution du revenu national

En rassemblant, redressant et ajustant les données statistiques les plus diverses, Colin Clark a calculé le revenu national depuis 1850 pour neuf pays différents. Dans le tableau V, nous avons résumé les principaux résultats obtenus.

Quel que soit l'ordre de grandeur des erreurs qui affectent ces chiffres, il faut conclure que l'accroissement du revenu national par travailleur depuis un siècle a été très considérable.

Mais le rythme de cet accroissement est loin d'être homogène; des disparités sensibles existent d'un pays à l'autre et d'un secteur à l'autre.

Quant à l'évolution du revenu national au Grand-Duché, il n'est pas douteux qu'au XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle s'est produite une expansion considérable, tant du revenu monétaire que du revenu réel. Il semble cependant que le revenu réel moyen par tête est resté virtuellement stationnaire depuis la première guerre mondiale. Tout donne à croire que depuis cette époque la productivité par homme et par heure s'est élevée fortement; mais l'augmentation de la productivité a été principalement absorbée par une réduction de la durée du travail.

TABLEAU V  
Evolution du revenu national aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en Suède et en Suisse

Revenu national par travailleur effectivement employé en unités internationales (U. I.)					
	Agriculture	Industrie mines et bâtiment	Activités tertiaires	Total	Total y compris loyers resp. revenus de l'étranger
<i>U. S. A. :</i>					
1850	298	737	1.561	579	625
1870	354	878	1.158	739	787
1900	624	1.361	1.780	1.203	1.293
1920	625	1.313	1.828	1.322	1.406
1935	669	1.683	2.390	1.809	1.917
<i>Grande-Bretagne :</i>					
1867	581	418	529	484	532
1911	590	723	925	763	960
1930	827	1.109	1.072	1.095	1.259
<i>Suède :</i>					
1870	138	375	203	180	—
1900	207	570	392	337	—
1930	278	1.109	886	770	—
<i>Suisse :</i>					
1890	383	492		457	487
1913	667	748		731	764
1929	816	1.183		1.123	1.183

### 3° La disparité des rendements du travail humain dans les différents secteurs économiques

L'observation des faits nous démontre également que, d'une branche de production à une autre, la productivité de l'homme et la productivité du capital sont extrêmement variables.

Sans examiner quels sont les facteurs qui provoquent des variations aussi amples dans la productivité, nous nous arrêtons à cette constatation, qu'au point de vue de la productivité, la vie économique d'un pays est essentiellement hétérogène.

L'ensemble de la production nationale se répartit dans une infinité d'activités de productivité très variable. La première chose qui frappe à cet égard, c'est la grande différence entre le revenu moyen par tête de producteur agricole et le revenu moyen par tête de producteur industriel.

L'infériorité de l'agriculture tient à une grande multiplicité de causes.

D'abord, l'homme n'a pas la même action, la même influence sur le rendement de la terre que sur celui des usines; l'agriculture utilise l'agent biologique beaucoup plus que l'agent mécanique ou chimique. De ce fait, elle se heurte plus rapidement que l'industrie à la loi des rendements décroissants. Ses progrès techniques sont assez lents.

L'agriculture, il convient de le remarquer, n'a connu une véritable prospérité que dans les pays à faible population: Australie, Argentine, Nouvelle-Zélande. Evidemment, les terres de ces pays sont particulièrement fertiles, mais c'est la petite densité de leur population qui a permis d'assurer à leur agriculture un rendement très élevé par tête de population active. L'agriculture de ces pays dispose d'un matériel très perfectionné. Et il n'est pas douteux que le développement du machinisme y a été un facteur de prospérité. Le tableau VI fait ressortir l'écrasante supériorité de ces pays sur les pays de vieille civilisation.

Il ressort du tableau VI que les moyennes les plus fortes sont obtenues dans les pays où la densité des travailleurs est la plus faible. Mais Colin Clark se garde bien d'en tirer une règle générale, car elle comporterait trop d'exceptions. C'est ainsi qu'on rencontre une très forte densité de population au Danemark, associée à une forte productivité.

Quoiqu'il en soit, il est certain que l'agriculture, malgré des efforts de sa part, n'arrive que très difficilement à améliorer son sort et les pays purement agricoles sont dans un état d'infériorité très marqué par rapport aux nations industrielles.

TABLEAU VI

Revenu réel agricole et densité de la population

Pays	Travailleurs occupés dans l'agriculture pour 1000 ha de terres arables et pâturages	Revenu réel agricole par tête de population active, en U. I.
Australie . . . . .	7	1.524
Argentine . . . . .	7	1.233
Nouvelle-Zélande . . . . .	20	2.441
U. S. A. . . . .	25	661
Grande-Bretagne . . . . .	70	475
France . . . . .	134	415
Danemark . . . . .	146	642
Suisse . . . . .	166	433
Pologne . . . . .	206	195
Hollande . . . . .	235	579
Belgique . . . . .	388	394
Japon . . . . .	868	120

Source: Études et Conjoncture, N° 13, 1947, p. 56.

\*

Nous avons essayé de donner dans cette dernière partie de notre étude un bref aperçu des idées nouvelles qui abondent dans le livre de Colin Clark. L'influence de ces idées sur les milieux économiques et sur les milieux politiques des nations de langue anglaise est dès maintenant considérable. Quelle que soit l'opinion que l'on ait au sujet de ces idées, il importe de les connaître, ne serait-ce pour mieux apprécier la situation de notre pays, quitte peut-être à redresser certains jugements. En tout cas, il est certain que c'est la productivité qui réglera l'évolution de notre revenu national réel.

A. SCHWINNEN.

## Dans la Presse Luxembourgeoise

Les 5 et 6 mai 1948, la « Commission permanente internationale des Editeurs de Journaux Catholiques » s'est réunie à Luxembourg. Les travaux, auxquels prirent part une trentaine de délégués français, suisses, belges, luxembourgeois, italiens, hollandais, anglais et maltais, et

qui furent présidés par le R. P. Merklen, rédacteur en chef de la « Croix » de Paris, furent précédés par une messe célébrée dans la Cathédrale de Luxembourg par S. Exc. Monseigneur Cento, Nonce Apostolique.

## Nouvelles de la Cour

Le 14 avril 1948, Son Altesse Royale Monseigneur le Prince a reçu en audience le Général de Brigade du Crest de Villeneuve et lui a remis, au nom de Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse, les insignes de « Commandeur » de l'Ordre National de la Couronne de Chêne.

Le 27 avril 1948, Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse a reçu en audience Son Excellence M. Vasile D. Marza, Ministre de la République Populaire Roumaine, qui Lui a remis les lettres l'accréditant auprès d'Elle à titre d'Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire.

Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse a nommé M. le Comte Victor d'Ansembourg Son Chambellan en service extraordinaire.

Le 3 mai 1948, Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse a reçu en audience S. Exc.

Monseigneur Fernando Cento, Nonce, Internonce Apostolique.

Le 5 mai 1948, Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse a reçu en audience une délégation du Comité Exécutif de la Croix-Rouge Luxembourgeoise.

Le 8 mai 1948, Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse a reçu en audience M. Pierre Wigny, Ministre des Colonies de Belgique, en présence de S. Exc. M. le Vicomte Berryer, Ministre de Belgique à Luxembourg. A cette occasion, Son Altesse Royale a remis à M. Wigny les insignes de Grand-Croix de l'Ordre National de la Couronne de Chêne.

Le 19 mai 1948, Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse a reçu en audience de congé S. Exc. M. Einar Modig, Ministre de Suède.

## Le Mois à Luxembourg (mois d'avril)

1<sup>er</sup> avril: A Grevenmacher, capitale de la Moselle luxembourgeoise, 18<sup>e</sup> Foire aux Vins.

2 avril: En l'honneur de Lord Rowallan, Chief Scout of the British Commonwealth and Empire, et de Mr. Glad Bincham, commissaire international de la British Boy Scouts Association, en visite à Luxembourg, un grand rallye scout a lieu au Cercle Municipal. Organisé par la Luxembourg Boy Scouts Association et la British-Luxembourg Society, le rallye est présidé par S. A. R. le Grand-Duc héritier, Chef-Scout du Grand-Duché. Parmi les personnalités présentes nous relevons: les Ministres de France et d'Italie, le Conseiller à la Légation de Belgique, MM. les Ministres Margue, Eugène Schaus, Schaffner et Osch. Au cour de la soirée, S. A. R. le Grand-Duc héritier prend la parole. Les hôtes anglais s'adressent également à leurs camarades scouts du Luxembourg. La musique de la Garde grand-ducale interprète plusieurs pièces de musique anglaise et, en fin de soirée, les hymnes nationaux anglais et luxembourgeois.

3 avril: Aux Associations Luxembourgeoises Réunies des Ingénieurs et Industriels, des Ingénieurs Diplômés et de l'Ordre des Architectes, Conférence du Professeur Edgar Gillon, de l'Université de Louvain, sur « L'Ingénieur devant l'énergie atomique ».

4 avril: Au Théâtre Municipal, les Ballets des Arts de Paris, sous la direction de Jean Weidt, présentent quatre ballets: « Les Villageois », « Nuages », « La Cellule » et « La Victime ».

6 avril: Au Casino de Luxembourg s'ouvre aujourd'hui une importante conférence internationale, convoquée par la Fédération Internationale des Ouvriers du Transport, à laquelle sont représentés les pays suivants: États-Unis d'Amérique, Grande-Bretagne, France, Pays-Bas, Norvège, Suède, Autriche, Allemagne, Belgique, Espagne, Danemark, Suisse et Luxembourg. La conférence a pour but d'examiner l'exécution du plan Marshall sous l'angle des industries du transport. Vu l'importance de la conférence, le Gouvernement luxembourgeois y a délégué deux ob-



- servateurs: M. Pierre Elvinger, Conseiller de Gouvernement au Ministère des Affaires Etrangères, et M. Gust. van Werveke, Attaché au Ministère du Travail, Secrétaire Général de la Conférence National du Travail.
- 7 avril: Conférence de M. Nicolas Hommel, délégué du Grand-Duché à l'Agence Inter-alliée des Réparations, sur « Le Plan Marshall et les Réparations ». A cette conférence, qui a lieu sous les auspices du Conseil de l'Economie Nationale, assistent S. Exc. M. Joseph Bech, Ministre des Affaires Etrangères, M. Lambert Schaus, Ministre des Affaires Economiques, et les représentants diplomatiques de la France, de la Belgique et de l'Italie.
- 10 avril: Au Casino de Luxembourg, l'Automobile Club organise une conférence technique sur la nouvelle méthode américaine de signalisation, dite « Scotchlite », suivie d'une démonstration pratique dans les alentours de la ville.
- 14 avril: Sous les auspices du Consulat de Suisse, le Syndicat d'Initiative de la Ville de Luxembourg organise une conférence: « La Suisse, pays de tourisme », illustrée de cinq films sonores.
- Au Théâtre Municipal, la troupe Madeleine Renaud-Jean Louis Barrault présente « Les Chevaliers de la Table Ronde » de Jean Cocteau, avec le concours des artistes luxembourgeois Juliette Faber, dans le rôle de la Reine, et Florent Antony, comme roi Artus.
- 18 avril: A la Cathédrale de Luxembourg, inauguration solennelle de l'Octave en l'honneur
- de la Sainte Vierge, Consolatrice des Affligés, Patronne de la Ville et du Pays de Luxembourg.
- 19 avril: Au Casino de Luxembourg, conférence de M. le Dr A. B. de Vries, directeur du Mauritshuis et du Centre National de Documentation pour l'Histoire de l'Art à La Haye, sur le peintre Jan Vermeer van Delft. Le Ministre de l'Education Nationale et les diplomates accrédités à Luxembourg assistent à la conférence.
- 20 avril: Au Théâtre Municipal, le Théâtre du Grand Guignol de Paris présente deux drames et deux comédies.
- 21 avril: Conférence de M<sup>e</sup> Armand Mergen, avocat à la Cour de Luxembourg, Professeur en sciences criminologiques à l'Université de Mayence, sur: « La Révolution matérialiste en sciences criminelles. »
- 24 avril: Aux Associations des Ingénieurs et Industriels, des Ingénieurs diplômés et de l'Ordre des Architectes, conférence de M. le Professeur Louis Baes, de la Faculté des Sciences Appliquées de l'Université de Bruxelles, sur « Science et Technique ».
- 25 avril: Le Centre Dramatique de l'Est présente au Théâtre Municipal « Le Voyageur sans Bagages » d'Anouilh.
- 30 avril: Clôture de la saison théâtrale par la présentation de la revue « Faisons du Foin » par le Théâtre des Deux Anes de Paris.

## Le Mois à Luxembourg (mois de mai)

- 1<sup>er</sup> mai: Fête du Travail. — A Luxembourg, les syndicats socialiste et chrétien, les organisations des cheminots, des fonctionnaires de l'Etat et des employés privés organisent une grande manifestation à la Place d'Armes.
- A Esch-sur-Alzette, manifestation organisée par le « Freie Letzeburger Arbechterverband » (FLA), syndicat communiste.
- 2 mai: Clôture solennelle de l'Octave en l'honneur de la Sainte Vierge, Consolatrice des Affligés. Une grand'messe est chantée à la Cathédrale par Monseigneur Sieffert, évêque suisse, avec assistance de Monseigneur Cento, Nonce apostolique, de Monseigneur Philippe, évêque de Luxembourg, Monseigneur Charue, évêque de Namur, Dom Winandy, Abbé de Clervaux, et en présence de la famille grand-ducale, des membres du Corps diplomatique et du Gouvernement. L'après-midi se déroule la grande procession de clôture.
- 5 mai: Dans la salle des fêtes de l'Imprimerie Saint-Paul siège la « Commission Permanente Internationale des Editeurs de Journaux Catholiques », en présence du R. P. Merklen, Président, Directeur de la « Croix » de Paris, du Dr Müller-Büchi, Directeur de l'Agence Kipa, Fribourg (Suisse), et du Comte della Torre, Directeur de l'Osservatore Romano.
- 7 mai: Inauguration des nouveaux locaux de la Chambre de Commerce Américaine à Luxembourg (4, rue des Bains), en présence de M. Georges P. Waller, Chargé d'Affaires des Etats-Unis à Luxembourg, de M. Léon Dorros, Vice-Consul, de M. Lambert Schaus, Ministre des Affaires Economiques, et de nombreuses personnalités américaines et luxembourgeoises.
- A l'Hôtel de Ville, conférence de M. Wigny, Ministre des Colonies de Belgique, sur l'avenir du Congo, organisée par l'Union Royale Belge et le Cercle Colonial Luxembourgeois.
- 8 mai: A l'occasion de l'anniversaire de la reddition de l'Allemagne, les anciens combattants

de la guerre 1939-1945 et les maquisards, organisés dans le cadre de la « Fédération Luxembourgeoise des Anciens Combattants des deux Guerres », font dire un requiem solennel pour le repos de l'âme de leurs camarades, tombés au champ d'honneur.

L'Association luxembourgeoise des Ingénieurs et Industriels organise une conférence avec projections lumineuses, intitulée « Impressions d'Australie ». Conférencier: M. Edouard Lacroix, Ingénieur principal de la Société d'Electricité et de Mécanique « SEM » de Gand.

A la Galerie Charles Bradtké, vernissage de l'exposition du peintre français Jehan Berjonneau, des Salons de Paris, en présence du Ministre de l'Education Nationale et du Ministre de France à Luxembourg.

Au Casino de Luxembourg, concert du « Cycle des Jeunes », organisé par les « Amis de la Musique », avec le concours du pianiste autrichien Friedrich Gulda, premier prix du Concours international de Genève 1946.

- 9 mai: Dans le hall de la gare de Luxembourg, en présence de S. A. R. Monseigneur le Grand-Duc héritier, du Gouvernement et du Corps diplomatique, inauguration d'un monument érigé à la mémoire des cheminots luxembourgeois victimes de la guerre 1940-1945.

Arrivée à Luxembourg de 300 membres de l'Association Internationale des Skål Clubs », dont le neuvième congrès s'est tenu à Bruxelles du 3 au 9 mai 1948. Le programme prévoit une visite de la ville et des casemates, une réception du comité-directeur à l'Hôtel de Ville par M. le Bourgmestre Hamilius, et pour le lundi, 10 mai, une excursion dans le pays et un banquet officiel au Casino de Luxembourg, présidé par M. Lambert Schaus, Ministre des Affaires Economiques et du Tourisme.

- 14 mai: A la Galerie de la Bourse, vernissage de l'exposition de peinture de Selva.

- 15 mai: Congrès de la Fédération Internationale des Jeunesses Musicales. — La réception des congressistes à l'Hôtel de Ville est suivie de la séance d'ouverture du congrès qu'ho-

norent de leur présence LL. AA. RR. la princesse Gabrielle et le prince Charles de Luxembourg et à laquelle assistent de nombreuses personnalités luxembourgeoises et étrangères. Parmi les différentes manifestations notons surtout le concert donné par l'orchestre de Radio-Luxembourg sous la direction de Henri Pensis et avec le concours du compositeur roumain Georges Enesco, le samedi, 15 mai, et celui du dimanche, 16 mai, exécuté par l'orchestre de Radio-Luxembourg sous la direction de Henri Pensis, avec le concours de Nicole Henriot.

- 18 mai: En présence de S. Exc. Monseigneur Philippe, Evêque de Luxembourg, de S. Exc. Monseigneur Cento, Nonce apostolique, et de S. Exc. Monseigneur l'Evêque Sieffert, la traditionnelle procession dansante, en l'honneur de saint Willibrord, se déroule à Echternach au milieu d'une foule énorme.

- 20 mai: Au Cercle Municipal, vernissage du Salon de la Nouvelle Equipe qui groupe des peintures et des sculptures des artistes luxembourgeois François Gillen, Victor Jungblut, Joseph Probst et Lucien Wercollier, en présence de M. Margue, Ministre de l'Education Nationale, de M. Lambert Schaus, Ministre des Affaires Economiques, et de M. le Vicomte Berryer, Ministre de Belgique à Luxembourg.

- 24 mai: Au Théâtre Municipal, l'Amicale des Anciennes Elèves du Lycée de Jeunes Filles de Luxembourg présente « La Souris », comédie en trois actes d'Edouard Pailleron de l'Académie Française, au profit de la maison Victor Hugo à Vianden.

- 29 mai: Congrès International des Fédérations des Employés Privés, organisé par la Fédération Luxembourgeoise des Employés Privés à l'occasion du trentième anniversaire de sa fondation. Des délégations française, belge, néerlandaise et suisse participent aux travaux du congrès qui se tient au Casino de Luxembourg.

Au Musée de l'Etat, M. Nicolas Margue, Ministre de l'Education Nationale, inaugure une exposition d'œuvres de la colonie d'artistes de Laethem-Saint-Martin.